LES ANTI-MISSILES BALISTIQUES : UNE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS ?

CLAUDE CARTIGNY*

A la suite d'une loi votée par un Congrès à majorité républicaine, le président William Clinton devait prendre en juin 2000 une décision définitive sur le déploiement d'un système anti-missiles présenté comme limité. A la suite de l'échec d'un troisième test, le président Clinton a décidé en juillet de laisser à son successeur le soin de prendre une décision.

Or, chacun sait que George W. Bush a fait de ce déploiement son principal cheval de bataille.

Ce déploiement nécessiterait une révision profonde, voire un abandon du traité ABM de mai 1972, et la nouvelle Administration républicaine ne semble guère gênée à l'idée de jeter ce traité aux orties.

Alors que depuis dix ans, malgré les espoirs nés de la fin de la guerre froide, le processus de désarmement est au point mort, une telle décision risquerait de relancer dangereusement la course aux armements stratégiques défensifs mais surtout offensifs.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre 1999, un missile américain EKV (Exo Atmospheric Kill Vehicle) désintégrait, après avoir décollé d'in îlot de l'atoll de Kwajalein, dans les îles Marshall, un missile stratégique Minuteman tiré, sans sa charge nucléaire, de la base californienne de Vandenberg. Il s'agissait d'une première, jamais auparavant une expérience de ce type n'ayant été réussie à cette altitude (225km) avec cette efficacité et cette précision.

Plus récemment, le 18 janvier 2000, une seconde tentative devait échouer à cause, selon les experts américains, d'un problème mineur de " plomberie " : le système de refroidissement des capteurs infrarouges de l'EKV, les " yeux de l'intercepteur ", n'ayant pas fonctionné, ce qui n'est pas de nature à remettre en cause l'ensemble du projet[1]. Le programme commencé le 2 octobre comporte en effet un ensemble de 19 tests, et il y aurait donc en théorie la possibilité d'améliorer les performances du système, mais il n'y avait aucune chance pour que les tests restants soient tous réalisés avant juin 2000, date à laquelle le Président Clinton devait prendre ou non une décision de déploiement.

Une offensive contre le contrôle des armements

En fait, il ne s'agit de rien moins que de jeter aux orties le Traité ABM (Anti-Ballistic Missiles) de mai 1972 qui interdit la militarisation de l'espace et a institué de ce fait une certaine stabilité dans les relations entre puissances nucléaires. Cette perspective sourit plutôt aux conservateurs républicains, qui sont à l'origine du projet et considèrent le traité ABM comme appartenant à un âge révolu. En revanche, la position officielle de

* PROFESSEUR D'HISTOIRE

[1] P-M. de La Gorce, *Le Monde diplomatique*, décembre 1999.

l'Administration Clinton était de maintenir le régime du traité mais d'obtenir l'assentiment russe à une révision partielle qui autoriserait la réalisation d'une couverture anti-missiles limitée.

Ces essais intervenaient toutefois après que la ratification du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) eut été rejetée par le Sénat américain, et avant que la Douma russe n'ait ratifié le Traité START II de limitation des arsenaux stratégiques offensifs, alors que le président Clinton devait prendre avant l'été 2000 des décisions définitives concernant le NMD.

Le traité ABM avait été signé le 26 mai 1972, en même temps que l'accord SALT 1, premier traité de limitation des armements stratégiques offensifs. La coïncidence n'était pas fortuite. Il existe entre la limitation des armements offensifs et défensifs un lien logique profond : ce n'est qu'en empêchant la compétition entre les uns et les autres que les arsenaux offensifs peuvent être limités puis réduits (accords SALT 1, START 1 de juillet 1991 et START 2 de janvier 1993)[2]. Le protocole additionnel signé en février 1974 autorisait chaque partie à défendre *un seul site* de son choix. Les Soviétiques décidèrent de défendre Moscou, et déployèrent autour de leur capitale le système anti-missiles " Galosh ", toujours en fonction. Les Américains, de leur côté, choisirent dans un premier temps de défendre leur base de lancement de missiles intercontinentaux basés à terre (ICBM) de Grand Forks, dans le Nord Dakota, puis y renoncèrent, jugeant à l'époque inopérante la défense anti-missiles.

La plus fameuse tentative de remettre en cause le traité ABM fut l'Initiative de Défense Stratégique (SDI) de R. Reagan, annoncée dans son discours du 23 mars 1983, et qui suscita bien des polémiques avant d'être finalement abandonnée discrètement par l'administration Bush.

La droite républicaine n'a cependant jamais renoncé à ses tentatives de contournement du traité ABM. En juillet 1998, une commission bi-partisane du Congrès composée de 9 membres, dite commission Rumsfeld (ce dernier est aujourd'hui secrétaire à la Défense de l'Administration Bush), a rédigé un rapport fondé sur le postulat qu'une force embryonnaire de missiles terrestres intercontinentaux émergerait en Corée du Nord, en Iran ou en Irak dans un délai de 5 ans après que la décision en eut été prise par les dirigeants de ces pays. Ce postulat, nous le verrons, ne reposait sur aucune base sérieuse, les trois " états-voyous " en question n'ayant aucune chance de se procurer ce type d'armement dans un délai si court, ni même dans un délai beaucoup plus long. Le rapport Rumsfeld avançait cependant l'idée que ces missiles, s'ils étaient construits, le seraient en petit nombre, et qu'ils seraient en outre imprécis et très peu fiables[3].

Malgré la relative prudence de ses conclusions, ce rapport servi de base au vote du Sénat du 17 mars 1999, par 97 voix contre 3, de la loi Cochran appelant au déploiement d'une force anti-missiles dès que cela serait technologiquement possible, c'est-à-dire d'après les partisans du projet dès 2005, le Président étant tenu de prendre une décision définitive en juin 2000. Le 3 février, le conseiller à la sécurité nationale Sandy Berger avait pourtant adressé une lettre aux membres du Congrès, dans la quelle il exprimait sa forte opposition au projet, mettant en cause son coût, sa faisabilité, et ses conséquences néfastes sur tout le processus de réduction des armements, en particulier sur le régime

---

[2] Cl. Cartigny, *Recherches Internationales*, n°15, janvier-février-mars 1985.

[3] Richard L. Garwin, *Bulletin of Atomic Scientists*, mars-avril 2000.

du traité ABM. Cette prise de position montrait que la Maison Blanche n'était guère enthousiasmée par le projet, ou pour le moins s'y engageait à contrecœur. En vain[4].

Ainsi était remis à l'ordre du jour l'édification d'un système national de défense contre les missiles (NMD) et un budget de recherche de 4,2 milliards de dollars y fut affecté pour cette année fiscale, s'ajoutant au 1,6 milliards déjà débloqués l'année précédente. Ces sommes s'ajoutant aux 6,6 milliards sur 6 ans déjà annoncés le 20 janvier par le Secrétaire à la Défense William Cohen, cela faisait déjà un minimum assuré de 12,4 milliards de dollars sur la période consacrés au NMD.

Dans un premier temps, il est prévu de construire deux sites de lancement pour l'EKV, l'un en Alaska et l'autre dans le Nord Dakota, chacun doté d'une centaine d'intercepteurs. Il y aurait donc dès cette première étape violation flagrante du traité ABM.

On se souvient que c'est en ce même mois de mars 1999 que commençait la guerre du Kosovo. Peu de temps auparavant, le 26 février, le Congrès avait rendu public un rapport sur la sécurité dans le détroit de Taïwan très provocateur pour la Chine puisqu'il préconisait de doter Taipeh de moyens équivalents à ceux de Pékin en matière de missiles. On assistait donc au même moment *à un regain d'activisme militaire* de Washington sur plusieurs terrains[5].

Des objectifs plus modestes mais une obsession de la sécurité absolue

Le projet NMD se présente plus modestement que la SDI de Reagan, qui ambitionnait de protéger à 100% le territoire américain contre une attaque massive soviétique. Plus personne aujourd'hui n'oserait défendre la faisabilité d'un tel projet. Aussi le NMD se présente-t-il comme un projet beaucoup moins ambitieux. Il s'agirait de faire face à deux éventualités plus limitées :

- un tir accidentel, ou " non autorisé ", émanant de la Russie ou de la Chine, qui ne sont plus considérées *officiellement* comme des ennemis.
- un tir balistique intentionnel effectué par un " rogue state ", c'est-à-dire l'un de ces " états parias " que Washington s'est découvert comme ennemis depuis la fin de la guerre froide, et au premier rang desquels figurent la Corée du Nord, l'Iran et surtout l'Irak.

On considère que ces Etats hostiles sont incapables de l'emporter dans un combat régulier contre les Etats-Unis et leurs alliés, et qu'ils vont par conséquent chercher leur propre forme minimaliste de dissuasion nucléaire. Les tentatives de ces pays pour se procurer des armes de destruction massive sont aussi considérées comme un moyen d'empêcher Washington d'interférer dans leur volonté de peser sur leur environnement régional et d'y jouer un rôle.[6]

Ces " menaces " ont été présentées le 2 février 2000 par George Tenet, directeur de la CIA, dans un rapport soumis à la commission du renseignement du Sénat[7]. Elles n'ont pas convaincu tout le monde, loin s'en faut. Des tirs accidentels russes ou chinois sont

---

[4] John Isaacs, *BAS*, juillet-août 1999.
[5] Gilbert Achcar, *La nouvelle guerre froide*, Paris, PUF 1999.
[6] Lawrence Freedman, *Arms Control Today* octobre 2000.
[7] Site internet du gouvernement américain (www.odci.gov/cia).

hautement improbables, et la menace émanant d'Etats en voie d'acquisition de missiles balistiques, elle est si faible que certains experts la considèrent comme acceptable.[8]

Tout cela repose sur une conception du monde que l'écrivain américain Norman Mailer a qualifié de " paranoïaque ". Pour lui, les Américains envisagent la vie comme un match de base-ball : il doit y avoir deux équipes sur le terrain, et l'équipe américaine doit forcément écraser l'autre. Leur victoire dans la guerre froide ne les a pas guéris de cette paranoïa.

Dans un récent document publié par le National Intelligence Council et intitulé " Tendances globales 2015 ", on peut lire que le risque pour les Etats-Unis d'être la cible d'une attaque nucléaire, bactériologique ou chimique est plus grand aujourd'hui qu'au temps de la guerre froide, et qu'il ne cessera de croître dans les quinze prochaines années. Parmi les dangers énumérés, on peut trouver une alliance entre la Russie, la Chine et l'Inde ; un effondrement de l'alliance euro-américaine ; la formation d'une coalition terroriste internationale, etc…[9]

De même, Donald Rumsfeld, déposant le 11 janvier 2001 devant la Commission des Forces Armées du Sénat en vue d'obtenir l'aval à sa nomination en tant que secrétaire à la Défense, s'est fait l'avocat d'une forte augmentation du budget militaire et a laissé entendre que l'Administration Bush adopterait sur plusieurs fronts une attitude plus confrontative. La Chine a été dépeinte comme un " compétiteur " sérieux, la Corée du Nord, malgré le tournant modéré pris au printemps 2000 à l'occasion de la visite de Mme Albright, a été qualifiée de " proliférateur actif au niveau international "[10]. Selon le colonel de réserve Daniel Smith, " cette nomination a de bonnes raisons de troubler tous ceux qui s'inquiètent de la croissance extravagante des programmes d'armement du Pentagone "[11].

On comprend mieux, dans ces conditions, l'obsession de sécurité qui pousse les Etats-Unis à rechercher la supériorité dans tous les types d'armes et à explorer toutes les possibilités offertes par les systèmes défensifs anti-balistiques. Un courant très fort est apparu ces dernières années dans les milieux conservateurs américains, considérant que même les " menaces " émanant d'Etats faibles, n'ayant pas fait la preuve de leurs capacités technologiques, ne peuvent plus être traitées avec les méthodes de la dissuasion nucléaire traditionnelle. Il existe aussi chez eux la conviction que les années à venir ne pourront pas se dérouler sans un accident nucléaire militaire majeur. La dissuasion, qui était au cœur de la doctrine nucléaire américaine a donc été peu à peu reléguée à ses marges.[12]On assiste à une résurgence des illusions de l'époque reaganienne de l'IDS privilégiant la posture défensive sur la posture offensive. En outre, les Américains ont toujours cherché des options et des réponses autres que les représailles massives, afin, en cas de crise, de ne pas être laissés face au dilemme de l'inaction ou des représailles massives. C'est ce souci qui avait déjà motivé, dans les années 60, le passage des représailles massives chères à John Foster Dulles, devenue irréaliste depuis que les Soviétiques maîtrisaient la technologie des missiles intercontinentaux, à la doctrine de la riposte graduée, formulée pour la première fois par

---

[8] Dean A. Wilkening, Ballistic-Missile defence and strategic stability, *Adelphi Papers 334,* mai 2000.
[9] Vernon Loeb, *Washington Post* du 18/12/2000.
[10] *International Herald Tribune* du 12/01/2001.
[11] Daniel Smith, *Center for Defense Information,* janvier 2001.
[12] Voir note 6.

Mc Namara dans son discours d'Ann Harbor, et adoptée officiellement par l'OTAN lors de son sommet d'Athènes en 1967.

Enfin, l'administration américaine est soumise à une forte pression du complexe militaro-industriel, qui a touché les dividendes de l'IDS, et qui compte bien bénéficier maintenant de la manne financière que représente le projet NMD.

Des objections nombreuses

Les adversaires du NMD mettent en avant de nombreuses objections, tout d'abord d'ordre technologique. Sur les 15 tests de ce type menés depuis 1991, 2 seulement ont été des succès, et 10 tirs consécutifs ont connu l'échec, ce qui donne un taux de succès d'environ 13%. C'est peu pour un système dont est censée dépendre la sécurité du peuple américain. Le *Bulletin of Atomic Scientists* de juillet-août 1999 rapportait l'opinion du général Shelton, président du Comité des Chefs d'Etat-Major : " La simple réalité est que nous n'avons pas encore la technologie pour développer un NMD. Au cours des dix dernières années, nous avons dépensé 40 milliards de dollars, mais technologiquement, nous ne sommes pas capables aujourd'hui de frapper une balle avec une balle ". Le fait que les 19 tests jugés nécessaires au programme actuel n'aient aucune chance d'être réalisés avant juin 2000 avait fait dire au général Larry Welch, ancien chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air, que la politique poursuivie était une " course à l'échec "[13]. Mais les partisans du NMD ne se laissent démonter par rien : la presse américaine a révélé qu'une des firmes bénéficiant de contrats dans le cadre de ce programme n'a pas hésité à falsifier des tests de capteurs réalisés en laboratoire, afin de faire croire aux décideurs politiques et militaires que les composants essentiels du système étaient fin prêts, ce qui est loin d'être le cas[14].

En outre, le succès du 3 octobre 1999 et l'échec du 20 janvier 2000 s'expliquent parfaitement.

Dans le premier cas, la tête du Minuteman à intercepter était seule et l'EKV l'a frappée. Dans le second cas, l'ogive était accompagnée de deux leurres, un ballon métallique et une fausse ogive. Le véhicule tueur s'est dirigé vers l'un des leurres, manquant le véritable objectif d'environ 55m[15]. Cela montre à quel point un système anti-missiles peut-être facilement trompé. Nous y reviendrons.

Mais des objections sont également soulevées aux Etats-Unis sur les aspects géopolitiques du projet et sur la conception de la " menace " sur laquelle il repose. Ainsi, de nombreux experts remettent en cause les bases mêmes des rapports Tenet et du NIC. Pour Joseph Cirincione, directeur d'études à la fondation Carnegie pour la paix internationale, " il y a 15 ans, la menace balistique qui pesait sur les Etats-Unis était de beaucoup supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui. (…) Les nations qui cherchent aujourd'hui à mettre au point des missiles sont beaucoup plus petits, beaucoup plus pauvres, et bien moins avancées technologiquement que celles qui avaient des programmes de missiles il y a 15 ans ".[16] Ces objections émanent aussi de personnalités politiques de premier plan, comme le sénateur Joseph Biden, démocrate du Delaware et président de la Commission des Affaires Etrangères depuis les élections du 7 novembre a qualifié le projet républicain de " bouclier pour des rêves ", ajoutant qu'il était préoccupé " par le déploiement d'un NMD qui renverserait quarante années d'une

---

[13] J. Lindsay et M. O'Hanlon, *New York Times*, 26 novembre 1999.
[14] *International Herald Tribune*, 9 mars 2000.
[15] *International Herald Tribune*, 9 février 2000.
[16] Cité par William Drozdiak, *IHT* du 16/06/2000.

doctrine stratégique qui faisait l'unanimité et qui, par conséquent, menacerait nos intérêts ".[17]

… et une architecture incertaine

Au cours des 15 dernières années, les Etats-Unis ont dépensé plus de 60 milliards de dollars dans leurs divers programmes ABM, jamais en fait interrompus. Le Congrès a voté une enveloppe de 4,2 milliards pour l'année fiscale 2000. Son office budgétaire considère qu'il en coûterait 28 milliards de dollars pour défendre un seul site. Or les avocats du NMD considèrent qu'il faudrait protéger six sites. Certains n'ont pas hésité à parler de coût "astronomique ", et le Comité du Budget du Sénat américain a estimé à 184 milliards de dollars le coût du déploiement d'un système anti-missiles d'envergure nationale***, qu'il fonctionne ou non.***

Officiellement, le coût du projet serait au total de 60 milliards de dollars. Mais les coûts des programmes militaires américains en matière balistique ont toujours été sous-estimés d'au moins 20 à 30 %. Cette sous-estimation financière tient à une sous estimation des défis technologiques à relever[18]. La phase 1, prévue pour se terminer fin 2005, vise à installer 20 intercepteurs en Alaska. La phase 2, fin 2010, prévoit de porter à 100 le nombre d'intercepteurs sur le même site. Enfin, la phase 3 engloberait au total 250 intercepteurs fin 2011, avec l'ouverture d'un second site dans le Dakota du Nord[19]. La phase 1 était estimée par l'administration Clinton à 25,6 milliards de dollars, alors que le CBO (Congressional Budget Office) l'estimait à 29,5 milliards. Le CBO estimait la phase 2 à 35,6 milliards de dollars, alors que l'administration n'a avancé pour elle aucun chiffre. De même, le coût des 6 satellites géostationnaires infrarouges à mettre en orbite n'a pas été chiffré par le Pentagone, alors que le CBO prévoit 10,6 milliards.

En outre, la mise en œuvre du NMD suppose la mise au point de l'intercepteur, qui pour l'instant a échoué deux fois sur trois, nécessitera des coûts élevés si les 19 essais doivent être réalisés(de 1,5 à 2 milliards de dollars). Il faudra mettre en place six satellites géostationnaires et 24 satellites en orbite basse, huit radars au sol de la bande X des hautes fréquences capables de suivre les têtes attaquantes avec une très grande précision (dont un en Grande-Bretagne et un en Corée du Sud), cinq radars de pré-alerte " phased-array " capables de détecter les missiles adverses dès leur lancement pour lesquels les logiciels adaptés restent à inventer (dont un à Thulé au Groenland et un à Fylingdales en Grande-Bretagne), et tout un système hautement informatisé de contrôle, de commande et de gestion de la bataille intégré au quartier général de la défense aérospatiale (NORAD) à Cheyenne Mountain dans le Colorado, qui sera le cerveau du système[20]. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que beaucoup craignent une dérive extraordinaire des coûts de réalisation du NMD, et que le CBO retienne comme probable une somme proche des 200 milliards de dollars. Comme le dit le colonel Smith, " en dépit des énormes montants qui y ont été consacrés, les programmes anti-missiles des Etats-Unis et de l'ex-Union soviétique se sont toujours révélés largement inefficaces "[21].

---

[17] Steven Mufson et Karen De Young, *Washington Post* du 18/01/01.
[18] David E. Mosher, *Arms Control Today*, décembre 2000.
[19] *Le Monde*, 09/07/2000.
[20] Aris Roubos et Michel Wautelet (Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques, avril 2000).
[21] Voir note 10.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question financière et technologique. Encore faudrait-il savoir contre quoi se protéger exactement. Dans le cas d'une agression d'un état paria, il pourrait s'agir de une à dix têtes nucléaires. Dans le cas d'un tir russe ou chinois non autorisé, le nombre de têtes à intercepter pourrait varier de 20 à 200. Les deux situations étant totalement différentes du point de vue des performances requises du NMD, personne ne peut dire quels seraient l'étendue et le niveau d'efficacité militaire capables de protéger de façon adéquate le territoire des Etats-Unis. Ce qui est certain, c'est qu'il y aurait une pression permanente de la part des conservateurs et des " faucons " pour compléter et étendre continûment le système dans l'esprit de l'édification d'une " forteresse America ". Petit à petit, on retomberait dans la propension reaganienne à croire en la possibilité de se protéger à 100 %.

Dans son livre, *La nouvelle Guerre Froide*, Gilbert Achcar pense que les Américains chercheraient pour le moins à se prémunir contre l'arsenal chinois. En effet, les Chinois disposent actuellement justement de 20 ICBM du type DF-4 d'une portée de 5500 km, et de 20 autres ICBM du type DF-5A, d'une portée estimée à 13000 km, les seuls capables d'atteindre le territoire américain[22]. Tous ces missiles sont pour l'instant monoblocs. L'idée selon laquelle le NMD viserait en réalité à établir une couverture totale contre les forces nucléaires chinoises est partagée par plusieurs scientifiques américains, notamment Jack Mendelsohn, ancien négociateur de SALT II et de START I, aujourd'hui professeur à l'Académie navale des Etats-Unis[23].

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Un tir accidentel russe ou chinois paraît *hautement improbable*. Depuis 1949, même pendant les périodes de forte tension, il n'y en a jamais eu. La Russie dispose aujourd'hui d'une vaste gamme de moyens et de procédures de sécurité, d'ailleurs modernisés avec le concours des militaires américains eux-mêmes, qui dépensent environ chaque année 400 millions de dollars dans le cadre du programme Nunn-Lugar d'amélioration de la sécurité des systèmes russes[24]. Les Chinois de leur côté maintiennent leur force de missiles à un faible niveau d'alerte : les têtes nucléaires ne sont pas armées à l'avance et les réservoirs de carburant ne sont pas remplis. Compte tenu du délai nécessaire pour les remplir en combustible liquide, cela rend un tir accidentel quasiment impossible.

La menace des " rogue states "

Le concept d' " Etat-paria " a émergé dans les années 80, notamment lorsque l'Administration a présenté le régime libyen comme hors-la-loi. Mais il s'est surtout popularisé dans les années 90, sous les présidences Clinton, où il a remplacé l'étiquette infamante de " communiste ". Il désigne un Etat qui s'oppose spécifiquement aux intérêts américains ou qui menace plus globalement la sécurité mondiale, telle qu'elle est envisagée à Washington. Il s'agit d'Etats qui s'efforceraient d'obtenir des capacités en matière d'armes de destruction massive et qui soutiendraient une politique d'aide au " terrorisme " international. Parfois, il suffit à un Etat de développer seulement une rhétorique anti-américaine, sans aller au-delà, pour être rangé dans cette catégorie. Le concept est à géométrie variable, au gré des intérêts américains. Ainsi, la Serbie a été incluse brusquement dans la liste en 1999, bien qu'elle n'ait pas de programmes de

---

[22] R.S. Norris et W.N. Arkin, *BAS*, mai-juin 1999.
[23] Jack Mendelsohn, *BAS*, juillet-août 1999.
[24] Camille Grand, *Cahier d'Etudes Stratégiques* n°25, pp.47-51, CIRPES, Paris1999.

fabrication d'armes de destruction massive et qu'elle ne soutienne pas le terrorisme à l'étranger, et alors qu'à l'automne 1995, le président serbe avait été accueilli en grande pompe sur la base aérienne de Dayton avec des panneaux lumineux " Bienvenue au président Milosevic ", parce qu'à cette époque la politique américaine consistait à essayer de stabiliser les Balkans en s'appuyant sur les deux hommes forts de la région, Tujdman et Milosevic, alors qu'en 1999 elle avait changé.

Le fait pour un Etat d'être qualifié de paria, ou voyou, permet de gagner le soutien du Congrès et d'une large part de l'opinion publique à une politique d'isolement et de punition de ce pays, celui-ci étant totalement démonisé. Ainsi, en 1996, le Congrès a alloué 20 millions de dollars aux services secrets pour des tentatives de déstabilisation du régime iranien [25]. En octobre 1998, le Congrès a voté la loi sur la libération de l'Irak, qui prévoit d'équiper en bureaux, ordinateurs et portables les différents groupes d'opposition. Il est peu probable qu'ils parviennent à renverser le régime de Saddam Hussein avec cet arsenal redoutable. Mais est-ce le véritable but des Etats-Unis ? N'ont-ils pas plutôt intérêt à maintenir en vie un " état voyou " qui leur permet de transformer l'Arabie saoudite en immense base américaine ?

L'édification du NMD a été particulièrement justifiée par la nécessité de dissuader les états parias. Cette forme un peu particulière de dissuasion a été qualifiée, non sans d'évidents relents racistes, de dissuasion " du fort au fou ". Ainsi, seuls les Blancs, de préférence anglo-saxons et protestants, auraient la rationalité et la sagesse suffisantes pour gérer des arsenaux nucléaires. Aux mains d'Arabes et d'Iraniens musulmans ou d'Asiatiques, l'armement nucléaire deviendrait éminemment plus dangereux et déstabilisant, les dirigeants de ces peuples n'ayant pas l'intelligence requise pour manier les subtils concepts de la dissuasion. Ceux-ci seraient irrationnels et suicidaires, prêts à pratiquer la politique d'Hitler dans son bunker fin avril 1945, ce qui d'ailleurs contredit le grand souci qu'ils ont toujours montré de se préserver eux et leurs régimes.

Cela a conduit à une remise en cause du concept même d'Etat-paria, considéré comme trop flou, désignant finalement un groupe trop disparate d'Etats, voire hypocrite, et surtout paralysant pour la politique américaine elle-même, devenue incapable d'un traitement différencié de ces pays en fonction des intérêts américains réels. Par exemple, la politique dite du " double endiguement " mettant sur un pied d'égalité l'Irak et l'Iran a constitué un handicap sérieux lorsque les Américains ont voulu tenter une certaine normalisation de leurs relations avec l'Iran. Aussi, dans les derniers mois de l'Administration Clinton, le concept a-t-il au moins disparu de la rhétorique officielle du Département d'Etat, son porte-parole Richard Boucher reconnaissant le 20 juin dernier que cette catégorie " avait dépassé sa durée d'utilité " et Mme Albright officialisant à sa place le concept d' " Etats préoccupants "[26].

Le cas nord-coréen

La " menace " la plus souvent mise en avant serait d'origine nord-coréenne. Le rapport Tenet mentionne le missile Taepo Dong-1, qui pourrait être théoriquement converti en missile intercontinental (ICBM) capable d'atteindre les Etats-Unis, et le Taepo Dong-2, qui serait déjà capable de le faire. Le sénateur républicain Inhofe n'a pas hésité à dire que le Dong-1 pouvait atteindre Washington " de n'importe quel point du

---

[25] Meghan L. O'Sullivan, *Foreign Policy Studies*, printemps 2000.
[26] Steven Mufson, *IHT* DU 21/06/2000.

monde ", comme si la Corée du Nord disposait d'un réseau mondial de bases de lancement…En réalité, ces rapports et affirmations alarmistes pèchent par omission. On oublie de dire que lors de son seul et unique test en août 98 le Dong-1 s'est désintégré quelques minutes après son lancement, et que le Dong-2 n'a ***jamais*** été testé et n'a jamais volé.

L'*International Herald Tribune* du 19 février 2000 rapporte les propos d'un transfuge nord-coréen spécialiste des missiles, passé au sud. Selon lui, le Dong-1 qui s'est disloqué au-dessus du Japon le 31 août 1998 aurait une portée de 1380 km. Son échec a mis un coup d'arrêt à tout le programme de tests, dont ceux du Dong-2. Il n'en affirme pas moins avec une belle certitude que celui-ci pourrait atteindre les îles Hawaï, l'Alaska (dont l'intérêt stratégique est faible) et même la Californie, grâce à sa portée de 6000 km, et qu'il est " apparemment prêt à voler ". Les experts sud-coréens qui l'ont interrogé, dont le sous-secrétaire à la Défense, ont fortement mis en doute le fait que l'on puisse passer de 1400 à 6000 km après un essai manqué, sans nouveau test, et le tout avec une précision digne des engins américains.

Les Etats-Unis semblent oublier que les deux réacteurs nucléaires à eau légère qui fonctionnent actuellement en Corée du Nord lui ont été vendus par le Sud avec leur bénédiction dans le cadre de l'accord du 21 octobre 1994, précisément parce qu'ils les considéraient alors comme non-proliférants[27].

En outre, on sait aussi que le tir du 31 août 1998 n'était pas destiné à impressionner le Japon, mais qu'il s'agissait de la tentative manquée de mettre en orbite un petit satellite[28]. Ce test montrait que les Nord-Coréens travaillaient à la mise au point d'un lanceur à 3 étages, en même temps que leur incapacité à séparer avec succès les 3 étages et à déclencher la combustion des 2 derniers étages dans l'espace. Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Un officiel japonais a révélé récemment qu'en 1999 des contacts avaient eu lieu entre Américains et Nord-Coréens, ces derniers s'engageant à ne plus effectuer de test[29]. Le fait est, comme nous l'avons vu, qu'il n'y en eut plus aucun. Leur reprise est peu probable au moment au moment où Tokyo et Pyongyang reprennent leurs discussions sur l'ouverture de relations diplomatiques et où une délégation nord-coréenne de haut niveau était attendue à Washington pour le printemps 2000.

L'état des rapports entre la Corée du Nord et les Etats-Unis a rapidement évolué ces derniers mois. Dans la troisième semaine de mai, la Corée du Nord a autorisé des inspecteurs américains à venir examiner sur place un complexe de tunnels où l'on supposait que des armes nucléaires pouvaient être cachées. Un sommet entre Kim Dae-Jung et Kim Jong-Il a eu lieu fin juin, ouvrant une large brèche dans l'isolement diplomatique du Nord, qui depuis a établi des relations diplomatiques avec plusieurs membres importants de l'Union européenne (République fédérale et Grande-Bretagne notamment, mais pas la France). En août, 200 familles séparées depuis 50 ans ont pu se réunir pour la première fois depuis la guerre. Du 9 au 12 octobre, le vice-maréchal Jo Myong-Rok, chef effectif de l'armée nord-coréenne, séjournait à Washington et y avait des entretiens à la Maison-Blanche et au Pentagone. Et puis, il y eut surtout les six heures de conversation entre Mme Albright et Kim Jong-Il le 25 octobre à Pyongyang. Le but des Américains était d'obtenir une limitation du programme de développement de missiles nord-coréens, une limitation, voire un arrêt de leurs exportations, et un moratoire officiel et permanent sur les essais balistiques, déjà arrêtés de fait depuis 1998.

---

[27] Marie-Hélène Labbé, *Politique Etrangère*, n°3/1999.
[28] R.L. Garwin, *BAS*, mars-avril 2000.
[29] *International Herald Tribune*, 8 mars 2000.

En échange, de petits satellites nord-coréens pourraient être lancés, par exemple par un consortium européen, et la Corée du Nord pourrait bénéficier d'une levée des sanctions et recevoir diverses rétributions économiques qui compenseraient le manque à gagner en devises (dont le pays a cruellement besoin) que représenterait l'arrêt des exportations de technologies balistiques. L'accord n'a pas été formellement conclu mais semblait en bonne voie, Mme Albright ayant reconnu chez son interlocuteur " une volonté de résoudre différents problèmes "[30].

Le point d'orgue de ce processus devait être la visite du président Clinton à Pyongyang. Le 28 décembre, il annonça pourtant que cette visite n'aurait pas lieu avant la fin de son mandat, " un temps insuffisant s'étant écoulé pour compléter le travail en cours ". Il est vrai que depuis fin septembre, la diplomatie américaine avait été fortement accaparée par d'autres problèmes. Mais le président ajouta cependant que les pourparlers concernant le programme de missiles et leur exportation " étaient suffisamment prometteurs pour qu'il vaille la peine de continuer les efforts "[31]. Cette très nette amélioration de la situation dans la péninsule coréenne fait perdre une grande part de sa " justification " au programme NMD.[32]

Dans ces conditions, comment les Américains peuvent-ils continuer à plaider " l'irrationalité " de la direction nord-coréenne alors qu'il ne cesse de négocier avec elle depuis 1994 ?[33]

La " menace " moyen-orientale

Quant à l'Irak et à l'Iran, véritables obsessions des conservateurs américains, il s'agit d'états pauvres, arriérés économiquement et technologiquement. Ils sont très loin de disposer de la base scientifique et industrielle qui leur permettrait de mener des recherches, de construire des prototypes, de conduire des tests puis de déployer un système avec les moyens de protection nécessaires. Ils ne disposent évidemment pas non plus, pas davantage que la Corée du Nord, du réseau de radars et d'information satellitaire indispensable aujourd'hui au test d'engins intercontinentaux.

Cela vaut surtout pour l'Irak, qui a été complètement désarmé depuis 10 ans. Ils auraient tous deux encore moins les moyens de développer le vaste et complexe système de commandement, de contrôle et de communication, comportant nécessairement de nos jours des éléments basés dans l'espace, et capable de résister aux tentatives adverses de perturber son fonctionnement, par des attaques électromagnétiques par exemple. D'ailleurs, en octobre 1998, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) et l'UNSCOM remettaient au Conseil de Sécurité un rapport dans lequel ces 2 organismes spécialisés considéraient le dossier du nucléaire irakien comme clos, et recommandaient le passage à un régime de contrôle continu de vérifications. Interrogé sur ce qu'il pouvait rester de l'arsenal irakien après le passage des inspecteurs de l'UNSCOM, son premier président, Scott Ritter, ex-officier des marines et ex-agent de la CIA, impliqué jusqu'au cou dans le scandale de " l'Irangate " répondait : " It's not very much "[34].

---

[30] Voir *Le Monde* du 25/10/2000.
[31] *Arms Control Today*, janvier-février 2001.
[32] Voir David Albright et Kevin O'Neill, *Solving the north corean nuclear puzzle*, ISIS Press, 1999.
[33] Voir Steven Mufson, *IHT* du 30/05/2000.
[34] Emission télévisée diffusée sur *France 2* le 17/01/2001, " Les dessous de la guerre du Golfe ".

On connaît la suite : le 16 décembre débutait l'opération " Renard du désert ", c'est-à-dire une campagne de bombardements anglo-américaine entreprise sans l'aval de l'ONU ni d'aucun allié, et qui se poursuit toujours à l'heure actuelle dans l'indifférence générale tellement elle est devenue quotidienne. Même les Britanniques, pourtant alliés inconditionnels des Américains, ont fait savoir début janvier 2001 à la future administration Bush qu'ils envisageaient de mettre fin aux bombardements systématiques entrepris en décembre 1998[35].

Sous la direction de son second chef, Richard Butler, l'UNSCOM a de fait échappé à tout contrôle des Nations Unies pour devenir un simple instrument d'espionnage du Pentagone, fournissant notamment les indications sur les cibles à détruire lors de la campagne aérienne débutée en décembre 1998. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que l'Irak ait refusé depuis tout retour d'inspecteurs.

Cette politique américaine a abouti à un brillant résultat : l'UNSCOM ne fonctionne plus, le contrôle continu n'a évidemment pu être mis en place, et il n'y a plus aucune forme de vérification. C'est un grand succès en matière de non-prolifération.

Considérons maintenant le cas de l'Iran.

Les Américains sont coutumiers des prophéties apocalyptiques qui heureusement ne se réalisent jamais. En 1963, le président Kennedy n'affirmait-il pas que dans les années 70 on verrait apparaître 15 à 20 nouvelles puissances nucléaires ?[36] Même si certaines sont effectivement apparues depuis (dont Israël, grâce à l'aide américaine), ce chiffre est loin d'être atteint.

Des affirmations du même type sont assénées depuis plusieurs années à propos de l'Iran.

Le 23 septembre 1997, le vice-président Al Gore, lors d'un séjour à Moscou, prétendait détenir les preuves de l'existence d'un programme visant à doter l'Iran de la technologie des armes atomiques et des missiles de longue portée. Le 26 juin de la même année, dans un communiqué officiel, le Pentagone avait affirmé que l'Iran disposerait de ces armes avant l'an 2000. Evidemment, rien de tel ne s'est produit. L'Iran n'a procédé à aucune explosion nucléaire et n'a testé en 1998 qu'un missile à moyenne portée. Dans le cadre de ses efforts pour être reconnu comme puissance régionale, ce pays n'aurait d'ailleurs que faire de missiles à longue portée. Le test du 22 juillet 1998 a d'ailleurs été un échec, puisque le missile Shehab-3 s'est désintégré au bout de 100 secondes. Le Shehab-3 est un missile à combustible liquide, dérivé du vieux Scud soviétique, d'une portée de 1300 km. Il a été testé une seconde fois le 15 juillet 2000. Les autorités iraniennes ont revendiqué un " succès ", comme elles l'avaient déjà fait lors de l'essai de juillet 98, mais ce " succès " n'a été confirmé par aucune autre source. Le secrétaire à la Défense W. Cohen a annoncé cet essai lors d'une conférence de presse le 17 juillet, mais sans rien dire de ses résultats[37].

Ce qui est certain, c'est que dans le cadre de l'accord signé le 8 janvier 1995, des centaines de techniciens et ingénieurs russes travaillent à la reconstruction de la centrale nucléaire de Bushehr, commencée en 1975 par le groupe allemand Siemens, puis interrompue en 1979 et gravement endommagée pendant la guerre avec l'Irak. Celle-ci produit sous le contrôle des experts de l'AIEA, qui depuis l'affaire irakienne a

---

[35] *Guardian* du 08/01/2001.

[36] voir note 13.

[37] *Arms Control Today*, septembre 2000.

considérablement relevé ses exigences et ses procédures. Ceux-ci n'ont jusqu'à présent pas détecté de programme clandestin pouvant servir à la fabrication d'armes nucléaires.

Que les dirigeants iraniens aient ce désir ne peut être exclu. En 1995, sous la pression américaine, les Russes ont renoncé à vendre à l' Iran des centrifugeuses à gaz permettant de raffiner l'uranium et donc de produire de l'uranium enrichi pouvant entrer dans la fabrication d'une bombe. Après ce refus russe, l'Iran pourrait se procurer de la matière fissile auprès de le Chine ou du Pakistan. Des sociétés occidentales implantées en Iran, notamment deux firmes allemandes qui vendent des biens d'équipement civil, pourraient aussi fournir des technologies militairement sensibles d'une façon plus ou moins clandestine[38]. Tout ce processus est placé sous haute surveillance américaine. Le Sénat a voté récemment un projet de loi demandant un rapport présidentiel sur ce sujet tous les six mois, et prévoyant des sanctions économiques contre les firmes qui contribueraient à transférer à l'Iran des technologies pouvant être utilisées dans des armes de destruction massive[39].

Si l'intention de l'Iran était bien de produire une arme nucléaire délivrable par un missile de moyenne portée, ce serait en partie dans la vision géostratégique d'atteindre la parité avec Israël, qui a été l'initiateur de la course aux armements nucléaires et balistiques dans cette région du monde, avec le constant appui américain. Il est vrai que l'ensemble du monde arabo-persan, qui perçoit Israël comme un état hégémonique voire " perturbateur ", ressentirait l'existence d'une telle parité comme un facteur rassurant pour lui. Cela ne veut pas dire que l'Iran ait l'intention d'atomiser l'état hébreu, dont la force est suffisamment dissuasive, et Israël n'a d'ailleurs guère manifesté d'inquiétude à la suite du test de juillet, ne se considérant pas comme la cible principale des missiles iraniens. Selon le général israélien Amos Gilad, chef du département de recherche et d'analyse du renseignement militaire, le programme de lanceurs iranien est beaucoup plus avancé que le programme nucléaire lui-même, et des phases cruciales de développement doivent encore être franchies avant que les Iraniens ne disposent d'un explosif nucléaire pouvant être associé à un lanceur. Quant à E. Barak, lors de sa rencontre avec B. Eltsine à Moscou en août 1999, il a estimé que" les efforts iraniens pour acquérir des armes nucléaires ne nous visent pas particulièrement. Quand les Iraniens regardent vers l'Est, ils voient une longue chaîne d'Etats nucléaires de leur frontière jusqu'au Pacifique ".[40]

Les Iraniens ont en effet d'autres préoccupations, même s'il est vrai que la rhétorique anti-israélienne fait partie des bases idéologiques du régime : le souvenir de la guerre de huit ans contre l'Irak est encore très vivace, et Téhéran craint la ré-émergence de Bagdad comme grande puissance militaire dans le Golfe et se considère dans ce cas comme la principale victime potentielle (voilà au moins un souci commun avec les Américains). L'Iran craint aussi les capacités nucléaires pakistanaises, qui elles sont avérées, à cause de la politique anti-chiite d'Islamabad. Ce n'est pas par hasard que les tests iraniens ont repris au moment où le Pakistan annonçait la production en série du Shaheen-1, missile d'une portée de 750 km et montrait lors de la parade militaire du 23 mars 2000 le prototype du Shaheen-2, qui devrait atteindre 2500 km, tout cela dans le cadre de l'escalade pakistano-indienne[41]. Il s'inquiète aussi du fossé qui existe entre ses forces classiques appauvries, vieillies, à bout de souffle, et les forces ultramodernes des Etats du Golfe, notamment dans le domaine aérien. L'acquisition d'une capacité

---

[38] Eric Leser, *Le Monde*, 1er octobre 1997.
[39] *Los Angeles Times*, 26 février 2000.
[40] Aluf Benn, *BAS* de janvier-février 2001.
[41] Umer Farooq, *Jane's Defence Weekly*, 03/10/2000.

balistique et nucléaire est un moyen relativement peu coûteux, pour un pays qui connaît une situation économique très dégradée, de rétablir un certain équilibre. Enfin la possession de ce genre d'armement est incontestablement **un élément de prestige,** et, comme le montre l'exemple nord-coréen, la limitation ou l'abandon de ce type de programme peut servir d'instrument de marchandage permettant d'en retirer quelques avantages[42]. Il fournit une sorte de " joker ". Dans ce contexte, l'Iran a d'une certaine manière intérêt à exagérer son propre potentiel, puisque celui-ci, malgré son état plus qu'embryonnaire, lui sert finalement à une multitude de buts. L'amiral Ali Shamkhani, responsable du programme balistique iranien, a annoncé la mise au point du missile Shehab-4, qui devrait avoir une portée de 2000 km, dérivé du missile soviétique SS-4, qui ne représente pas vraiment la pointe du progrès technologique (c'est celui qui avait été installé à Cuba en 1962). L'Iran est donc encore très loin de posséder un missile balistique intercontinental et de pouvoir le lancer sur les Etats-Unis[43]. .

La meilleure dissuasion

Face à toutes ces " menaces ", les Etats-Unis disposent aujourd'hui de 12000 têtes nucléaires de 9 types différents mis au point au cours de 1030 essais menés pendant 47 ans. Depuis la fin de la guerre, le contribuable américain a payé près de 6000 milliards de dollars pour édifier cet arsenal, et il continue à payer 25 milliards par an pour le maintenir en état opérationnel. Bien que les Russes mettent au point aussi de nouveaux types de missiles, la tendance générale de leur arsenal est au déclin et dans son rapport sur l'évolution des forces nucléaires russes, le professeur Dean Wilkening, de l'Université de Stanford, estime qu'entre 2010 et 2015, le nombre de têtes russes passera au-dessous de la barre des 1000 unités. Même en tenant compte d'un certain développement de l'arsenal chinois, la puissance nucléaire américaine sera en 2015 *cinq fois supérieure* à celle des toutes les autres nations du monde combinées, y compris en comptant celles des alliés des Etats-Unis[44].

En outre, la dissuasion d'une menace fait entrer en jeu tous les facteurs qui contribuent à l'équilibre ou au déséquilibre militaire dans une région donnée.

L'accord stratégique nippo-américain du 23 septembre1997 prévoit qu'en cas de conflit dans la zone Asie-Pacifique, la force d'autodéfense japonaise (qui est en fait une armée très puissante) apporterait son soutien aux Etats-Unis, qui disposent déjà au Japon de la grande base d'Okinawa, où sont stockées des armes nucléaires tactiques. Dans cet accord, le périmètre de défense japonais est désigné en termes si vagues qu'il peut inclure non seulement la Corée, mais même le détroit de Taïwan. Les Etats-Unis, grâce à leur marine sans égale, ont en outre la possibilité d'envoyer dans la zone très rapidement des groupements aéronavals dotés d'avions porteurs de missiles nucléaires tactiques pouvant frapper la Corée du Nord et toute la côte chinoise sur une grande profondeur, c'est-à-dire la région la plus peuplée et la plus riche économiquement du pays. D'ailleurs, lors de la " crise des détroits " de mars 1996, il suffit aux Etats-Unis de dépêcher sur les lieux deux de ces groupements pour que tout rentre dans l'ordre. Si les dirigeants de Pékin persistaient dans l'escalade verbale qu'ils ont déclenchée en février 2000, menaçant d'attaquer l'île si Taïpeh n'engageait pas rapidement des négociations

---

[42] Amin Tarzi, *Center for Nonproliferation Studies Reports*, 15/08/2000.
[43] *ACT*, septembre 2000.
[44] Joseph Cirincione, *BAS*, janvier-février 2000.

sur la réunification, nul doute qu'il en irait de même[45]. L'amiral Dennis Blair, commandant en chef de la Flotte du Pacifique a récemment déclaré, dans ce contexte, qu'il ne croyait pas que Pékin envisageât sérieusement une " solution militaire " au problème du retour de Taïwan dans le giron de la mère patrie, tout en laissant entendre, " derrière les portes fermées ", que le dispositif américain dans la zone connaîtrait les changements nécessaires[46]. Les sous-entendus de l'amiral avaient été devancés quelques jours plus tôt par le porte-parole de la Maison Blanche Joe Lockhart qui avait envisagé devant les journalistes un possible déploiement de la Flotte américaine dans les détroits et déclaré que les Etats-Unis ne rejetaient aucun usage de la force dans cette situation[47]. Cela aussi fait partie du jeu de la dissuasion, et les Américains peuvent créer dans toutes les zones à risques (péninsule coréenne, détroits chinois, golfe arabo-persique) un rapport de forces qui soit massivement en leur faveur et qui comporte un risque de représailles nucléaires suffisamment dissuasif pour tout " état paria " ou pour toute puissance qui voudrait jouer avec le feu.

Selon Anthony Lake, conseiller à la Sécurité Nationale de la première administration Clinton, les capacités offensives américaines représentent " un potentiel dissuasif suffisant ". Opinion partagée par Dimitri Rogozine, président de la Commission des Affaires Etrangères de la Douma russe, qui estimait pour sa part que " le canon n'est pas la meilleure arme pour tirer sur une mouche ", et ajoutait, à propos de la Corée du Nord : " J'ai le plus grand respect pour l'appareil militaire américain, et je ne peux imaginer que les militaires américains resteraient tranquillement assis sans rien faire devant des préparatifs d'attaque de la Corée du Nord. Ils l'écraseraient, tout simplement ".[48]

Un système difficile à " vendre "

C'est pourquoi les Américains rencontrent un succès limité dans leur tentative de " vendre " à leurs alliés le projet NMD. Le secrétaire à la Défense William Cohen (un républicain choisi par le président Clinton pour son second mandat) a entrepris en décembre 1999 une tournée des capitales européennes.

Ses propositions y ont reçu un accueil mitigé, bien qu'il n'ait pas ménagé ses efforts pour entraîner l'adhésion des alliés, y compris en dramatisant la situation. " C'est important pour nos alliés de comprendre que la menace est réelle, qu'elle s'intensifiera dans les années à venir, et que cela mettra leurs propres populations et leurs propres forces en danger ", confia-t-il aux journalistes à l'issue de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN le 2 décembre 1999 à Bruxelles.

D'abord, les Européens craignent, au plan politique, une déstabilisation des rapports avec la Russie si l'on s'engage dans la voie de la liquidation du traité ABM, déstabilisation pouvant aller jusqu'au retrait russe de tout le système de traités et des régimes de vérification, en particulier du Traité de Washington de 1988 sur l'élimination des Forces nucléaires intermédiaires, du régime de 1991 sur les armes tactiques et même des traités START. Cela mettrait fin à 40 ans d'efforts de contrôle et de réduction des armements. Ils redoutent au plan militaire que la Russie et la Chine soient tentées de

---

[45] voir note 5.
[46] *International Herald Tribune*, 8 mars 2000.
[47] *International Herald Tribune*, 23 février 2000.
[48] Voir *IHT* du 30/05/2000.

prendre de nouvelles mesures pour contourner un bouclier américain, probablement en équipant d'ogives multiples leurs missiles à longue portée. Ces deux pays pourraient aussi abandonner toute restriction en matière d'exportations de matériels sensibles et même favoriser la prolifération des armes de destruction massive. Selon le président Chirac, l'installation du NMD " est de nature à redéclencher une prolifération des armes, en particulier des missiles nucléaires[49] ". Les alliés de l'OTAN craignent le déclenchement d'une escalade vers une dangereuse course aux armements et l'élévation du risque d'une attaque nucléaire. Ils pensent que Washington sous estime le risque d'une réaction russe et même la résurgence d'un certain militarisme dans ce pays.

Ensuite, de ce côté de l'Atlantique resurgit périodiquement, à chaque fois que les Américains prennent des mesures ne jouant qu'à leur seul bénéfice, la vieille crainte du " découplage ", si souvent invoquée à l'époque de la guerre froide, notamment à partir de 1979, pour justifier l'installation des euromissiles. L'Alliance atlantique est fondée sur l'égalité du risque et l'existence d'un destin commun en cas de conflit. Si l'un des partenaires réduit les risques pour lui sans les réduire pour les autres, cette communauté face au danger n'existe plus puisque les autres partenaires se retrouvent brusquement beaucoup plus exposés. Si l'Europe est vulnérable alors que les Etats-Unis ne le sont pas, les deux partenaires auront des soucis et des objectifs différents en cas de crise et la cohésion de l'Alliance disparaîtra dans une course au chacun pour soi. L'engagement américain dans une crise régionale deviendra plus improbable et moins nécessaire puisque la sécurité des Etats-Unis sera moins mise en cause que celle de l'Europe. Une meilleure protection pour le territoire américain conduirait directement à des risques aggravés pour les pays européens. En outre, des Etats-Unis se sentant surprotégés seraient encore plus tentés d'accentuer leurs penchants à l'unilatéralisme dans leur approche des questions internationales, ce qui là encore pourrait être nuisibles pour les intérêts européens. Telle est du moins la manière dont raisonnent les dirigeants politiques de ce côté-ci de l'Atlantique.

Lors de la conférence de New York d'avril 2000 sur la révision du Traité de non-prolifération (TNP), toutes ces réserves ont été exprimées officiellement par le représentant portugais, parlant au nom de 31 Etats européens (les 15 de l'Union européenne plus les 16 Etats associés par les accords européens). Il y a lu une déclaration commune réaffirmant l'importance du Traité ABM en tant que pilier de la stabilité stratégique et se concluant par la formule : " Les Etats de l'Union européenne souhaitent voir préservé ce traité ".[50]D'une façon générale, les dirigeants européens reprochent aux Américains leur tendance profonde à considérer que tout ce qui est bon pour les Etats-Unis est forcément bon aussi pour le reste du monde.[51]

Enfin, la réaction la plus négative, du côté des alliés, a été celle de la France. Les Français et les Américains ne partagent pas la même conception des menaces. Pour les Français, il y a menace lorsqu'il y a conjonction de capacités militaires démontrées et d'intentions hostiles évidentes. Dans la conception américaine, il suffit qu'il y ait de la part d'un Etat tentative d'acquérir certaines capacités militaires, même si cette tentative rencontre peu de succès, pour qu'il y ait menace. Or, un simple test ne crée pas un risque immédiat, surtout si les intentions hostiles sont sujettes à caution. En outre, les Français concentrent plus leur attention sur la possession d'explosifs nucléaires que sur les moyens de les délivrer (missiles), car il existe de plus en plus de moyens d'acheminer sur sa cible une arme de destruction massive autrement qu'avec des missiles balistiques.

---

[49] Voir Marc Lacey, *New York Times* du 22/07/2000.
[50] Camille Grand, *Arms Control Today*, septembre 2000.
[51] *IHT* du 14/12/2000.

La France a toujours été hostile par principe à tout système anti-missiles car elle craint qu'une course aux armements s'engageant sur ce terrain ne vienne amoindrir la crédibilité de sa force nationale de dissuasion, qu'elle estime être à un niveau minimum. En effet, la politique française est celle de " la stricte suffisance ", et depuis 1992 le nombre des vecteurs a été réduit de moitié. Elle craint donc une situation qui pourrait handicaper sa sécurité si d'aventure le course aux armements reprenait de plus belle à cause de l'entrée en scène de systèmes particulièrement déstabilisants.[52] Fin octobre 1999, la France avait déjà voté une résolution russe co-parrainée par la Chine et la Biélorussie condamnant toute tentative de remettre en cause le traité ABM. Dans une lettre à son homologue américain Madeleine Albright, le ministre français Hubert Védrine avait évoqué " les effets déstabilisants " du bouclier anti-missiles que Washington entend déployer, ce qui avait valu à la position française le doux qualificatif d' " hystérique ", les Américains ayant peu apprécié que dans cette affaire les Français soient les seuls membres de l'OTAN à voter avec les Russes. Lors de la conférence de New York sur la révision du TNP en avril 2000, la porte-parole du ministère des Affaires Etrangères, Anne Gazeau-Secret, a exprimé à nouveau la crainte française " que le projet NMD n'ait pour seul résultat certain que la reprise de la course aux armements " et soit considéré par des puissances comme la Russie et la Chine comme une provocation à laquelle elles se sentiraient obligées de répondre.[53] D'une manière générale, le projet américain, malgré les efforts de persuasion de Mme Albright, a été unanimement condamné lors de la conférence de révision.[54] Un mois plus tard, lors de la réunion à Florence du Conseil permanent OTAN-Russie, Hubert Védrine, avec le soutien de son collègue allemand, mettait en cause la rationalité du projet NMD en déclarant : " Il ne faut pas qu'il y ait une disproportion entre les menaces invoquées et les conséquences stratégiques éventuellement déstabilisantes".[55]

Les Américains sont aussi troublés par les réticences non dissimulées des pays dont ils ont besoin pour y implanter des éléments constitutifs du NMD, notamment la Grande-Bretagne et le Danemark. La Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Communes a émis l'un des avis les plus sévères, dans un rapport demandant au gouvernement de bien faire comprendre à Washington que " l'administration américaine ne pourra compter sur une coopération inconditionnelle du Royaume-Uni avec les plans de déploiement du NMD en cas d'abrogation unilatérale du Traité ABM ".[56] Quant au Premier ministre du gouvernement autonome du Groenland, concerné par les aménagements de la base de Thulé, il a fait savoir qu'il refuserait l'installation du radar prévu par les Américains " s'il devait en résulter des tensions accrues et une déstabilisation des rapports internationaux ". Bien sûr, en matière de défense, les décisions viennent du gouvernement danois, mais celui-ci a réagi en disant que " les vues locales seraient prises en considération ".[57]

W. Cohen a dû prendre acte de ces difficultés, puisque à l'issue de son périple il a reconnu l'existence d' " appréhensions " chez les alliés, et a déclaré : " Il y a des soucis légitimes qui ont besoin d'être examinés et discutés. Nous continuerons à faire progresser les choses sur le front diplomatique et je continuerai à les clarifier au niveau militaire "[58]. Le secrétaire général de l'OTAN George Robertson a de son côté estimé

---

[52] Jacques Isnard, *Le Monde* du 30 avril 2000.
[53] *Russia Today* du 28/04/2000.
[54] Voir *Le Monde* du 26/04/2000.
[55] Laurent Zecchini, *Le Monde* du 26/05/2000.
[56] Rapport d'information 417, 14/06/2000, *House of Commons Foreign Affairs Committee.*
[57] *AFP*, 21/08/2000.
[58] site Internet du Département de la Défense (www.defenselink.mil)

que les alliés européens avaient soulevé “ nombre de profondes questions ” sur l’impact que le NMD pouvait avoir sur l’Alliance. Décidément, l’enthousiasme n’était pas au rendez-vous.

Peut-être pour augmenter ses chances de réussite, W. Cohen avait pourtant apporté dans sa besace une série d’autres programmes susceptibles d’intéresser les Européens, par exemple le THAAD (Theater High Altitude Area Defense), destiné à protéger des attaques par missiles des troupes terrestres en stationnement ou en mouvement, et le NTWD (Navy Theater Wide Defense), développé à partir de l’actuel système “ Aegis ” équipant déjà la marine américaine, et dont le rôle est de protéger un port ou un dispositif naval en mouvement contre des missiles anti-navires lancés de plates-formes navales ou aériennes[59].

Il n’a pas eu dans ces domaines beaucoup plus de succès. Il faut dire que la promotion du THAAD n’est pas chose aisée. Le système a été testé quatre fois, et a échoué quatre fois. S’expliquant le 5 novembre 1996 devant le sous-comité du Sénat chargé de la recherche militaire, le général Lester Lyles fit preuve d’une ironie peut-être involontaire en déclarant : “ tout a été très réussi dans chaque aspect sauf à la fin ”[60].

Quant au programme destiné à protéger les forces navales, les Etats-Unis avaient réussi à y associer l’Allemagne, l’Italie et la France, mais cette dernière, pour des raisons de politique industrielle, s’en est retirée en 1996 pour développer son propre programme d’engins “ Aster15 ” et “ Aster 30 ” pour la défense anti-aérienne et anti-missiles, dans le but d’en équiper son porte-avions nucléaire “ Charles de Gaulle ” et ses navires d’accompagnement. Elle essaie bien sûr elle aussi de le vendre aux alliés européens.

Finalement, la Grande-Bretagne, la Grèce et les Pays-Bas ont manifesté leur “ souhait ” d’acquérir des batteries PAC-3, version améliorée du “ Patriot ” qui a tant fait parler de lui pendant la guerre du Golfe, et qui reste essentiellement un missile anti-aérien, mais doté d’une certaine capacité anti-missiles contre des engins du type des vieux “ Scud ” soviétiques, ne présentant eux-mêmes qu’une modeste amélioration du V2 allemand de la fin de la seconde guerre mondiale.

Lors du G8 d’Okinawa, du 21 au 23 juillet 2000, le président Clinton espérait peut-être connaître plus de succès avec ses grands alliés, mais quelques jours plus tôt, sept ministres des Affaires Etrangères (à l’exception de Mme Albright évidemment) adoptaient une déclaration dans laquelle ils se déclaraient “ profondément préoccupés à propos de la prolifération des missiles, qui serait le résultat principal d’un nouvel effort américain en direction d’une défense anti-missiles ”, et ils exprimaient leur volonté de “ préserver et renforcer le Traité ABM en tant que pierre de touche de la stabilité stratégique ”. Le ministre des Affaires Etrangères canadiens Lloyd Axworthy ajoutait pour sa part que “ nous avons exprimé de très profondes préoccupations à l’égard de tout mouvement vers la réalisation du projet NMD qui abrogerait de fait le Traité ABM, ce qui serait une très mauvaise chose. Nous n’aimons rien de ce qui pourrait accélérer encore la course vers des capacités missilières ”.[61]

Vers une relance de la course aux armements ?

---

[59] Jacques Isnard, *Le Monde*, 30 novembre 1999.
[60] cité par John Isaacs, *BAS*, mars-avril 1998.
[61] Cité par Doug Struck, *IHT* du 14/07/2000.

Si le bilan américain est plus que modeste dans leurs efforts pour “ vendre ” à leurs alliés les plus proches leur projet NMD, c’est que si le NMD est difficile à vendre, beaucoup pensent qu’il serait en revanche facile à contourner. Le représentant démocrate du Texas Chet Edwards l’a comparé à un système d’alarme à 5000 dollars qu’on installerait sur la porte d’entrée de sa maison et laissant grandes ouvertes la porte de derrière et les fenêtres[62].

Il y a deux manières, qui ne s’excluent d’ailleurs pas, de réagir à une situation de ce genre, toutes deux génératrices d’une relance de la course aux armements.

On peut tout d’abord le faire en essayant de se doter d’un système semblable. Les Russes ont entrepris de remplacer les vieux missiles SH-08 et SH-11 du système “ Galosh ” qui protège le site de Moscou comme cela est permis par le traité de 1972 et le protocole de février 1974 par un autre missile de type entièrement nouveau, le S-500, qui a été testé avec succès le 3 novembre dernier depuis le polygone de Saryshagan, au Kazakhstan. Incontestablement, la Russie compte aussi rendre plus performant son bouclier anti-missiles.

Mais face à un bouclier qui ne sera jamais étanche, surtout que de l’aveu même des Américains, qui n’envisagent officiellement qu’une version “ légère ” du NMD, la réponse la plus simple et la moins coûteuse consiste à rechercher la saturation du système défensif par la multiplication des missiles assaillants. L’idéal pour cela est de les équiper d’ogives multiples, ce qui représenterait une régression du processus de désarmement puisqu’une fois START II ratifié, l’étape suivante prévoyait l’élimination complète de ce type d’arme.

En outre, les ogives multiples peuvent être dotées d’aides à la pénétration et de leurres destinés à tromper la défense anti-missiles. C’est par exemple l’option choisie par la France avec les ogives M45 et M5 qui équipent ses sous-marins stratégiques de nouvelle génération.

L’essai manqué du 18 janvier a montré qu’une seule ogive accompagnée de deux leurres relativement simples pouvait tromper la défense. Qu’en serait-il à plus forte raison d’ogives multiples accompagnées chacune de dizaines de leurres ? “ Toucher une balle avec une balle ” à une vitesse de 10 km/s et à 200 km d’altitude est déjà une tâche fort complexe que l’adversaire n’a aucune raison de rendre plus facile. Il peut au contraire la compliquer énormément. Les véhicules de rentrée peuvent être rendus ré-orientables dans leur phase terminale et peuvent être recouverts de matériaux absorbant le rayonnement des radars. Surtout, au moment de la séparation, des dizaines de ballons en plastique métallisé de la taille d’un airbag de voiture peuvent se gonfler et offrir aux radars de défense la même signature que la véritable ogive. Celle-ci peut elle-même être placée à l’intérieur d’un ballon recouvert d’une fine couche d’aluminium et rendue opaque pour les capteurs du missile d’interception en approche. Les partisans du NMD objectent à tout cela le problème thermique. En effet, en raison de sa masse plus élevée que celle d’un ballon vide, une ogive réelle ne se refroidit pas beaucoup au cours de sa trajectoire dans l’espace, alors que les ballons vides peuvent changer rapidement de température en fonction de leur environnement : le jour, ils se réchaufferont très vite au soleil, alors que la nuit, ils se refroidiront rapidement. Dans ces conditions, des capteurs thermiques à haute sensibilité montés sur l’intercepteur pourraient reconnaître les véritables ogives et les distinguer des leurres. Malheureusement (si l’on peut dire), il suffit d’installer dans les leurres une batterie au lithium pour rétablir à l’intérieur une température égale à celle des vraies ogives. Des batteries de ce genre sont couramment

[62] cité par Jack Mendelsohn, *BAS*, juillet-août 1999.

utilisées dans les grandes installations réfrigérantes (chambres froides) et dans le transport des gaz liquéfiés. Elles sont disponibles partout.

Une étude officielle du *National Intelligence Estimate* aboutit à la même conclusion : le NMD n'aura aucune capacité à faire la distinction entre une véritable ogive et 50 leurres, si ceux-ci sont conçus correctement[63].

Dans un article très circonstancié du *Scientific American* d'août 1999, trois scientifiques du célèbre MIT (Massachusetts Institute of Technology) concluent eux aussi que le NMD sera très facilement contournable, avis partagé par les experts russes et chinois.

D'autres moyens de contourner la défense existent encore. Celle-ci n'est agencée que pour arrêter des engins à trajectoire balistique effectuant une grande partie de leur vol dans l'espace extra atmosphérique et serait complètement impuissante à stopper des missiles de croisière, qui sont des engins non balistiques et volant si près du sol qu'ils sont pratiquement indétectables par les radars, ainsi que des missiles à tir tendu lancés par des sous-marins s'approchant à faible distance du pays visé. En outre, si les Américains croient vraiment eux-mêmes aux " menaces " décrites dans le rapport " Global Trends 2015 ", et notamment aux risques d'extension du terrorisme, ils devraient savoir qu'il suffit de placer dans une mallette abandonnée quelque part dans un lieu public un dispositif nucléaire de 200 kilotonnes (plus de 20 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima, qui ne faisait que 14 kt) pour anéantir une ville de plusieurs millions d'habitants. Et contre ce type de risque, ce n'est pas le NMD qui sera d'un grand secours.

La réaction chinoise

Il n'est pas nécessaire d'être devin pour avoir la certitude que les projets américains seront confrontés à coup sûr à l'hostilité de Pékin. L'opposition la plus farouche viendra même plus sûrement de là que de Moscou. Depuis l'effondrement de l'URSS, la Chine s'est retrouvée *ipso facto* candidate de substitution au rôle de superpuissance, et elle est cimentée par un fort nationalisme. Outre ses revendications anciennes sur Taïwan, la Chine s'est arrogée comme sien un vaste domaine dans les Mers du Sud, revendiqué aussi par d'autres Etats de la région. Elle considère surtout qu'étant dotée d'une vingtaine de missiles capables d'atteindre le territoire américain, le NMD est essentiellement destiné à neutraliser ses forces. Des heurts avec la puissance américaine sont donc inévitables, et la Chine ne pourra pas laisser sans réplique les efforts américains.[64] La réponse chinoise aux efforts défensifs américains sera la plus simple et la moins coûteuse, celle de **la saturation**. Elle peut tenir en une formule : plus de missiles, plus d'ogives.

Le 2 août 1999, les Chinois ont testé le DF-31, un missile mobile à trois étages emportant avec son ogive nucléaire un grand nombre de leurres susceptibles de tromper des intercepteurs.[65] Dans le même temps, les Chinois cherchent à développer la technologie du combustible solide, qui permet de garder les missiles en situation de tir instantané, puisque le temps nécessaire au remplissage en carburant liquide est supprimé. Cette capacité de tir immédiat accroîtrait considérablement la crédibilité des forces

---

[63] voir note 3.

[64] Voir Roland Lew, En Chine, démaoïsation et réforme, *Le siècle des communismes*, Paris 2000.

[65] Robert S. Norris et William M. Arkin, Chinese nuclear forces 2000, *BAS*, novembre/décembre 2000.

nucléaires chinoises en leur donnant une beaucoup plus grande capacité de survie face à une attaque nucléaire qui ne pourrait plus éliminer leur arsenal avant que les Chinois n'aient eu le temps de déclencher leur tir de représailles, ce qui est exactement l'inverse du but recherché par le projet NMD.[66]Selon l'expert russe Andréï Kokochine, qui fut à l'époque soviétique l'adjoint de G. Arbatov à la tête de l'Institut des Etats-Unis et du Canada de l'Académie des Sciences, puis plus tard vice-ministre de la Défense de Russie, " la situation dans laquelle la Chine possède une poignée de missiles utilisables pourrait se transformer en une situation où elle disposerait de 60 à 80 missiles à ogives multiples ".[67]Quant à l'expert américain Charles Ferguson, il estime que la construction d'une force de 200 ICBM ne coûterait à la Chine que 2 milliards de dollars étalés sur plusieurs années, ce qui représenterait moins de 2 % des réserves chinoises en devises.[68]L'option du mirvage lui resterait aussi largement ouverte. Actuellement, l'ogive nucléaire chinoise standard W-88 est lourde et pourrait être facilement remplacée par une tête d'égale puissance mais environ trois fois plus petite, la W-68. Dans ce cas, à capacité d'emport égale, le DF-4 et le DF-5A pourraient recevoir trois têtes équipées de leurres. La tête W-68, comme la W-88, ont une puissance d'ordre mégatonnique (probablement 3,3 MT), ce qui, dans le cadre d'une stratégie anti-cités appuyée sur des lanceurs mirvés, en ferait un cauchemar pour les Américains. Le DF-31 a lui aussi une capacité de mirvage, inconnue mais certaine.[69]

En outre, il existe pour la Chine des formes de réponse autres que balistiques.

C'est en 1995 qu'un rapport russe a signalé l'intérêt des Chinois pour les missiles de croisière, intérêt qui a débouché sur la mise au point et la production du missile KH-15. Les Américains ont involontairement beaucoup aidé les Chinois. En effet, depuis 1991, ils ont tiré environ 600 missiles " Tomahawk " en Irak, en Bosnie, au Soudan, en Afghanistan, au Kosovo, en Serbie. Certains de ces missiles n'ont pas explosé, ont atterri plus ou moins intacts et se sont retrouvés en Chine. Une large gamme de technologies avancées associées aux missiles de croisière s'est ainsi trouvée disponible pour la Chine, dans les domaines du guidage, du hardware et du software informatiques, de l'alimentation énergétique, de l'aérodynamique, des systèmes de combustion et de la turbopropulsion. Tout cela a fortement stimulé un programme commencé dès 1977, et qui avait abouti à la mise en service en 1992 d'un missile de 600 km de portée, le HN-1. Une version améliorée, utilisant une caméra de télévision pour comparer le terrain avec le plan mis en mémoire informatique, le HN-2, est entré en service en 1996, avec une portée comprise entre 1500 et 2000 km. Le HN-3, capable de parcourir 2500 km, est en phase de développement. Ces trois missiles peuvent être lancés par des véhicules terrestres mobiles ainsi que par les 100 chasseurs bombardiers SU-27 achetés en Russie depuis 1992, le contrat stipulant que la Chine est autorisée à en construire 200 autres sous licence. Le HN-3, lorsqu'il sera opérationnel, pourra être tiré par les tubes lance-torpilles du nouveau sous-marin nucléaire d'attaque 093, ce qui en fera vis-à-vis des Etats-Unis une véritable arme stratégique dans la mesure où il pourra s'approcher à distance de tir des côtes américaines[70].

Contre de tels développements, le NMD ne pourra rien. On le voit, les moyens de contournement sont nombreux et variés. La vieille lutte entre le bouclier pourra reprendre et aura de beaux jours devant elle. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi

---

[66] Joseph Fitchett, *IHT* du 06/11/1999.
[67] Même source.
[68] Charles Ferguson, *Arms Control Today*, mars 2000.
[69] National Air Intelligence Center's report 1998.
[70] Duncan Lennox, *Jane's Defence Weekly*, 11 janvier 2000.

Annan, dont on ne peut pas dire qu'il se distingue par son anti-américanisme, a bien dû constater récemment devant un parterre d'experts, dans une allusion aux Etats-Unis : " le déploiement de défenses anti-missiles balistiques paraît chaque jour plus probable, posant une sérieuse menace pour le traité ABM et pour la stabilité stratégique qu'il représente ", ajoutant même que " la déplorable stagnation de tout le processus de désarmement et de non-prolifération "depuis 1993 était décourageante "[71].

L'attitude russe

Les Russes ont bien entendu aussi, de leur côté, condamné l'initiative américaine. Ainsi dans *Le Monde* du 21 janvier 2000 le maréchal Sergueïev, ministre de la Défense, écrivait-il : " En fait de nombreux spécialistes sont enclins à conclure que le déploiement su système ABM sur le territoire d'un pays revêt un sens si ce système est destiné à lutter contre les missiles balistiques de la Russie (…) Il existe de sérieuses raisons d'affirmer qu'en définitive c'est tout le processus de désarmement qui fera machine arrière, avec pour conséquence le début de l'écroulement de tout le système des négociations dans le domaine du contrôle des armements ".

Lors de la traditionnelle semaine de la Défense de Munich (*Wehrkunde*), qui réunissait à l'origine des experts militaires des pays de l'OTAN et qui s'est ouverte aux Russes depuis la fin de la Guerre Froide, le colonel-général Léonid Ivachov exprima de fortes objections à la demande américaine de révision du traité ABM et lança cet avertissement : " La ratification de START-2 sera menacée. La Russie en prendra acte "[72].

Même réaction négative du ministre des Affaires Etrangères Igor Ivanov, estimant dès le 19 mars 1999, que le projet NMD " pose une sérieuse menace pour tout le processus de contrôle des armements nucléaires, ainsi que pour la stabilité stratégique "[73].

En juin 1999, lors du G8 de Cologne, il ne fut pas question seulement de la manière d'arrêter la guerre en Yougoslavie. On trouva aussi le temps de parler contrôle des armements, et notamment du traité ABM. Dans un article publié 9 jours après le sommet, I. Ivanov choisit de se placer résolument sur le terrain politique, et de " positiver " les choses en écrivant que la Russie pouvait se préserver des missiles balistiques non en déployant elle-même un bouclier, mais en collaborant à la mise sur pieds d'un système global de contrôle des missiles et de non-prolifération des technologies balistiques. Il se plaçait ainsi dans l'esprit de coopération qui est celui de la Déclaration commune russo-américaine du 2 septembre 1998 " Sur l'échange d'informations concernant les tirs de missiles et l'alerte précoce " signée après des négociations au plus haut niveau[74].

Avec l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, depuis le 26 mars, l'exécutif russe disposa de la majorité parlementaire qui lui avait toujours manqué sous la présidence Eltsine, et la ratification du traité START-2 par la Douma s'en trouva facilitée. Les partisans américains du NMD perdaient ainsi l'un de leurs arguments majeurs : la non-ratification de ce traité par la Russie, et ils auront des difficultés à faire obstacle à l'ouverture des

---

[71] Anthony Goodman, dépêche *Reuters*, 2 février 2000.
[72] Charles Aldinger, dépêche *Reuters*, 5 février 2000.
[73] voir note 4.
[74] *Center for Policy Studies in Russia*, lettre du 6 juillet 1999.

négociations START-3. De cette manière, les Russes ont joué assez finement en rejetant la balle dans le camp américain.

Des propos officieux d'experts militaires russes, tenus " off the record ", pouvaient même laisser croire que la construction d'un site NMD de 100 intercepteurs pourrait être admise et ne saperait pas les bases de la dissuasion russe. C'était aussi la position des spécialistes de la 4ème section de l'Institut de Recherche Scientifique du ministère russe de la Défense, qui acceptaient globalement l'idée d'un accord avec les Américains sur un NMD limité, et ceci sur la base de considérations purement militaires[75].

Au plan politique, on pouvait penser que le calendrier américain, avec les présidentielles du 7 novembre, inciterait fortement les Russes à trouver un terrain d'entente avec l'administration Clinton, c'est-à-dire à accepter une révision limitée du Traité ABM, avant qu'une possible victoire républicaine ne réoriente la politique américaine vers un retrait pur et simple du traité ABM et un déploiement à grande échelle d'une défense anti-missiles, ce qui serait pour eux le pire des scénarios[76].

. En fait, il n'en a rien été, et l'attitude russe est demeurée très ferme. Des éléments de" marchandage " semblent avoir été transmis aux Russes au lendemain du G 8 de Cologne, au moment même où leur médiation devenait indispensable pour aboutir à la résolution 1244 et à l'accord de Kumanovo du 3 juin 1999 mettant fin aux opérations militaires contre la Yougoslavie. Le 27 avril 2000, les experts américains rencontrant à Genève leurs homologues russes leur remettaient un mémorandum destiné à les convaincre qu'en conservant 1500 têtes stratégiques, la Russie pourrait toujours percer le bouclier américain. Ce mémorandum a été rendu public sur le site Internet du *Bulletin of Atomic Scientists.*[77] Mais les Russes n'ont pas été davantage convaincus, et lors de la rencontre Clinton-Poutine du 3 au 5 juin 2000, la position russe s'est fixée en substance de la façon suivante : nous sommes prêts à aller très loin dans la réduction des armements offensifs, même largement en dessous de la barre des 1500 têtes qui semble retenue pour START-3, à la condition impérative qu'on ne touche pas au Traité ABM, faute de quoi nous prendrions les contre-mesures nécessaires et pourrions même nous retirer de tout le système de limitation et de contrôle des armements.[78] Cette position a depuis été réaffirmée sans relâche, encore récemment à Rome par le Premier ministre M. Kassianov, pour qui " Moscou est prêt à accepter une nouvelle limitation des armes stratégiques offensives, à condition que l'accord russo-américain ABM soit préservé ".[79] Pour les Russes, les choses sont très simples : tout déploiement d'un système NMD serait une violation flagrante des principes fondamentaux du Traité ABM.[80] Dans le même temps, Moscou a adressé pour la première fois des mises en garde à la Norvège et au Danemark contre l'installation des radars de Vardoe et de Thulé, dont la fonction évidente est de collecter des informations sur les missiles russes de longue portée (selon le ministre norvégien de la Défense, le radar " X-band " de Vardoe, avec son antenne parabolique de 27 mètres de diamètre, sera unique au monde en son genre).[81]

---

[75] idem.
[76] Ivo H. Daalder et Philip H. Gordon, *International Herald Tribune*, 23 février 2000.
[77] www.bullatomsci.org/
[78] François Bonnet, *Le Monde* du04/06/2000.
[79] *Le Monde* du 17/01/2001.
75 voir Jack Mendelsohn, *ACT*, septembre 2000.
[81] *Le Monde* du 25/06/2000.

Malgré les arguments “ rassurants ”du mémorandum, les généraux russes sont conscients qu’aujourd’hui une attaque surprise américaine n’épargnerait que quelques dizaines de leurs ogives. Les Russes n’ont en fonction 780 lanceurs, dont 60 % ont dépassé la durée normale d’opérabilité.[82]Une telle attaque ferait en outre probablement perdre le contrôle sur les têtes ayant survécu. Celles-ci seraient donc très vulnérables à une seconde attaque qui les détruirait toutes. Or, certains experts estiment qu’entre 2010 et 2015, le nombre des têtes russes pourrait chuter au-dessous de 500, ce qui, en cas d’édification par les Américains du NMD, laisserait très peu de chances aux forces stratégiques russes de pénétrer le bouclier anti-missiles. De plus, la campagne aérienne du printemps 1999 contre la Yougoslavie a fait émerger à l’Etat-major général russe un véritable cauchemar. Une rapide escalade nucléaire contre la Russie pourrait être précédée par des sorties de “ décapitation ” effectuées par des missiles de croisière très difficiles à détecter et à intercepter ainsi que par des bombardiers furtifs B-2.

La première solution pour les Russes serait de revenir à une posture de“ launch on warning ”, c’est-à-dire de tir immédiat sur alerte, abandonnée depuis les accords Clinton-Eltsine de 1994. Cela suppose un haut degré de fiabilité de tout le système d’alerte avancée et de commandement. Or ce système est actuellement hautement dégradé, faute d’un entretien convenable et des moyens financiers indispensables. Le déclin de l’arsenal nucléaire russe s’est accompagné d’une érosion des dispositifs de sécurité et de sauvegarde. Dans ces conditions, le retour à une posture de tir sur alerte augmenterait considérablement les risques de tirs accidentels ou non autorisés, ce qui est l’inverse du but officiellement recherché par les Américains. Les planificateurs russes craignent donc que la combinaison de la puissance de feu nucléaire américaine couplée aux capacités d’un bouclier anti-missiles ne vide de sa substance leur force de dissuasion et détruise la stabilité de la relation militaro-stratégique entre la Russie et les Etats-Unis.[83]

Selon les discussions qui ont déjà eu lieu pour la préparation de START-3, la Russie devrait renoncer à cette étape à tous ses missiles mirvés, c’est-à-dire équipés d’ogives multiples indépendamment guidées capables d’atteindre plusieurs objectifs différents et les remplacer par des missiles monoblocs. Mais un expert aussi écouté qu’Alexei Arbatov, vice-président de la commission de la Défense de la Douma, s’est prononcé, en cas de déploiement d’un NMD américain même “ léger ”, pour le maintien à 4 ou 6 têtes du missile RS-18 (SS-19 dans la terminologie occidentale) dont 55 unités resteront en service après la ratification de START-2. En outre, les Russes pourraient déployer en plus grand nombre leur dernier-né, le Topol-M monobloc (SS-27 pour l’OTAN), dont les tests effectués d’octobre à décembre 98 à partir du site de Plesetsk ont été des réussites. A partir de juillet 2000, l’expérimentation d’une nouvelle version mobile du Topol-M a commencé. Au lieu des 1000 têtes russes prévues à l’horizon 2015, cela pourrait porter le chiffre à environ 2400, avec un déploiement de 20 à 30 nouveaux Topol-M par an pendant 3 ans, puis de 30 à 40 par an pendant les trois années suivantes, comme l’avait annoncé le colonel-général Vladimir Yakovlev, commandant des Forces de fusées stratégiques en 1998. Ce chiffre correspond justement à celui évoqué lors de la rencontre Eltsine-Clinton d’Helsinki en 1997.

En réalité, il est totalement improbable que la Russie parvienne à atteindre ce rythme manifestement trop ambitieux. Depuis 1997, deux régiments de Topol-M composés chacun de 20 lanceurs en silos fixes auraient dû être déployés et entrer en phase opérationnelle. En fait, un seul régiment a été mis en place près de Saratov,

---

[82] *Jane’s Defence Weekly*, 02/10/2000.

[83] Bruce Blair, *Center for Defense Information*, novembre 2000.

incomplètement équipé de six silos seulement. En 1998, Y. Primakov avait promis la fabrication de 30 Topol-M par an. En 1999 on ne parlait plus que de dix, et aujourd'hui la Russie ne semble pas capable d'en fabriquer plus de 5 ou 6 par an, faute d'investissements suffisants dans les usines qui les produisent.[84]Le Topol-M est le dernier-né de la technologie militaire russe. Il est muni d'un véhicule de rentrée dans l'atmosphère manœuvrable qui pourrait lui permettre d'esquiver des missiles intercepteurs, le temps de combustion de son premier étage est très court, ce qui augmenterait ses chances d'échapper aux capteurs thermiques des satellites d'alerte précoce américains, et son vol poursuit une trajectoire balistique basse qui complique la tâche des radars " phased-array " d'acquisition de l'ogive en phase de pénétration. Enfin, bien que développé pour l'instant uniquement dans une version monobloc, il peut recevoir trois ogives au lieu d'une. [85]

Cependant, même en conservant leurs vieux RS-18 mirvés et en équipant de trois ogives le Topol-M, les Russes auront du mal à acquérir une véritable capacité de saturation du dispositif américain.

On assisterait donc bien dans les années à venir à une relance limitée de la course aux armements. Celle-ci est initiée par Washington, qui tient absolument à être à la pointe de la technologie militaire par rapport au reste du monde dans tous les domaines. Mais ce sont bien les risques de déstabilisation qui sont dans un avenir proche les plus grands.

Que cherchent vraiment les Etats-Unis ?

Tout le monde doit bien le constater : le processus de désarmement piétine depuis 1991. Après des progrès rapides entre 1987 et 1991, il s'est arrêté net. Le CTBT a été rejeté par le Sénat américain en octobre 1999. Les choses ont donc stagné, alors qu'avec la fin de la guerre froide on pouvait raisonnablement espérer, au contraire, une reprise et une accélération du processus.

Cela nourrit évidemment des points de vue pessimistes. Pour Gilbert Achcar, le monde entrerait aujourd'hui dans une nouvelle guerre froide. Pour Paul Marie de La Gorce, nous serions en train de vivre " la fin de l'après-guerre froide et le début d'une nouvelle phase d'affrontements "[86].

De fait, la droite républicaine dure qui arrive au pouvoir avec Bush junior n'a rien appris depuis 1989 et considère toujours la Russie, quel que soit son régime politique, comme le vieil ennemi avec qui il faudra bien un jour en découdre.

C'est ce qui conduit certains experts américains, comme par exemple le professeur Theodore A. Postol, l'un des trois auteurs de l'article du *Scientific American* déjà mentionné, à considérer que le NMD est en fait conçu pour une guerre contre la Russie, malgré les dénégations officielles. T. A. Postol, dans un autre article[87], fait remarquer que les installations d'alerte avancées qui sont actuellement modernisées ou créées dans la perspective du NMD sont localisées à Fylingdales Moor, en Grande Bretagne, à Thulé, au Groenland, à Grand Forks dans le Nord Dakota, à Clear en Alaska. En outre,

---

[84] David Hoffman, *Washington Post* du 27/12/2000.
[85] *Arms Control Today*, juin 2000.
[86] *Le Monde diplomatique*, mars 2000.
[87] Theodore A. Postol, *BAS*, mars-avril 2000.

les Américains viennent de construire à Vardoe, en Norvège, une grande installation radar nommée “ Globus 2 ”, version plus performante du radar de type “ Have Stare ” situé dans l’enceinte de la base aérienne de Vandenberg, en Californie, et qui a servi à guider le missile intercepteur lors des deux expérimentations de l’EKV.

Les données fournies par ces installations couvrent la trajectoire entière des missiles lancés depuis la Russie : phase de lancement et de combustion, séparation et manœuvres du véhicule de rentrée, déploiement dans l’espace extra atmosphérique des ogives et des leurres et phase de rentrée dans l’atmosphère de tous ces objets spatiaux. L’ensemble des informations collectées est transmis en temps réel au centre nerveux de la défense américaine, profondément enfoui sous le Mont Cheyenne, dans le Colorado, qui a été créé et a toujours travaillé les années passées dans la seule hypothèse d’une guerre avec l’URSS.

L’orientation de tous ces moyens est donc assez claire. Elle n’est pas adaptée à un tir de missile venant d’Irak ou d’Iran. Si l’on craignait vraiment en priorité un tir chinois ou nord-coréen, “ Globus 2 ” aurait été construit dans le nord du Japon, pas dans le nord de la Norvège à deux pas de la frontière avec la Russie.

Les propos de certains responsables américains confortent parfois ces soupçons. Ainsi le sous-secrétaire d'Etat Strobe Talbott, chargé des relations avec la Russie et grand ami personnel du président Clinton, ancien modéré converti à une ligne dure, déclara-t-il à Moscou en septembre 1999, dans le but de rassurer ses interlocuteurs, que le NMD ne pourrait traiter que quelques dizaines de missiles. Mais ce fut pour ajouter aussitôt que le système serait conçu de manière à être rapidement extensible, ce qui ne rassura plus du tout les Russes.

Le programme NMD a toutefois subi un freinage avec la décision de suspension prise par le président Clinton après le deuxième échec du test d’interception IFT-4, le 8 juillet 2000. Ce test revêtait une importance particulière puisqu’il devait, après 3 ou 4 semaines d’analyses détaillées de ses résultats, précéder une réévaluation technique d’ensemble du projet (Deployement Readiness Review) devant elle-même déboucher sur des recommandations du Pentagone au Président concernant la mise en chantier du radar de Shemya, en Alaska.[88]La décision devenait urgente, les contrats avec les entreprises intéressées devant être signés pour le 7 septembre.

Le 1er septembre 2000, le président Clinton annonçait donc devant un auditoire réuni à l’Université de Georgetown l’ajournement du projet NMD. Il mit essentiellement en avant des arguments technologiques. “ Nous avons fait des progrès, dit-il, mais nous ne pouvons pas aller plus loin tant que nous n’aurons pas une confiance absolue dans le fonctionnement du système ”.[89] Cela signifiait dans l’immédiat que les travaux de construction du radar de Shemya ne commenceraient pas, et qu’il n’y avait donc aucune chance pour que la phase 1 du projet soit menée à bien pour 2005, comme il était initialement prévu.

Le vice-président et candidat Al Gore, et le secrétaire à la Défense W. Cohen, utilisèrent pour approuver la décision présidentielle des motifs plus politiques. Al Gore déclara en effet qu’il s’opposerait, s’il était élu, “ au type de système défensif qui bouleverserait inévitablement la stabilité stratégique et ouvrirait les portes à une course aux armements renouvelée avec la Russie et à une seconde course aux armements avec

---

[88] Jacques Isnard, *Le Monde* du 09/07/2000.
[89] Voir le *New York Times* du 02/09/2000.

la Chine ".[90]Dans sa déclaration officielle, W. Cohen (membre du parti républicain) soulignait de son côté " l'importance de maintenir un fort consensus national non seulement sur la nécessite d'un NMD, mais aussi sur l'ampleur et la structure d'un tel système ".[91]

Or il est clair que ce consensus n'existait pas. Le 7 juin, le président Clinton avait reçu une lettre signée par d'éminentes personnalités, William Perry, ex-secrétaire à la Défense, l'ancien sénateur Sam Nunn, qui avait présidé pendant près de dix ans la puissante Commission des Forces armées du Sénat, et l'ancien président du Comité des Chefs d'Etat-major, le général John Shalikashvili, ainsi que par douze autres experts militaires, lettre mettant l'accent sur " l'importance des problèmes non résolus " et la nécessité de s'orienter prioritairement vers " de vigoureux efforts diplomatiques " pour réduire les menaces pouvant peser sur les Etats-Unis.[92]Dans le même esprit, l'ambassadeur américain à Moscou Arthur Hartman adressait deux jours plus tard à la Maison-Blanche un rapport dans lequel il expliquait que le déploiement du NMD " poserait une menace implicite pour la capacité russe de dissuasion et pourrait aggraver davantage les relations avec la Russie ". Enfin, le 29 juin, 45 experts des affaires chinoises s'adressaient à leur tour au président pour le mettre en garde contre un déploiement " précipité " qui servirait de " catalyseur à la Chine pour accélérer la modernisation de ses armes nucléaires ".[93]La veille encore de la décision du président Clinton, W. Cohen et 31 sénateurs démocrates lui avaient demandé cet ajournement.[94]

On le voit, " le fort consensus national " jugé indispensable par le secrétaire à la Défense était loin d'être réalisé. Ont aussi pesé dans la décision de Clinton l'hostilité ouverte de la Chine, la fermeté russe (plus grande depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine qu'elle n'aurait été avec Eltsine) et les fortes réserves des alliés. Dans ces conditions, le président Clinton a préféré se défausser et jeter l'oursin dans les mains de son successeur.

Un avenir incertain mais préoccupant

L e nouveau président n'a jamais fait mystère, tout au long de sa campagne, que le NMD (que ses opposants appellent " le fils de la guerre des étoiles ") serait l'une de ses plus importantes priorités. Il a toujours considéré le projet Clinton comme insuffisant et préconise un système capable de protéger les 50 Etats américains. Les hommes qui l'entourent, qui ont presque tous travaillé avec son père, se considèrent comme les vainqueurs de la guerre froide et entendent bien exploiter cette position, notamment vis-à-vis de la Russie. Bush junior a qualifié le Traité ABM " relique du passé ", et le nouveau secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld considère qu'il appartient à " l'histoire antique ".[95]

Mme Condoleezza Rice, actuelle conseillère à la Sécurité Nationale, s'est prononcée depuis longtemps pour restructurer la relation militaro-stratégique avec la Russie si

---

[90] Idem.
[91] Site Internet du Pentagone, www.defenselink.mil/, 02/09/2000.
[92] *ACT*, juillet/août 2000.
[93] Idem.
[94] *Janes's Defence Weekly*, 01/09/2000.
[95] Ivo Daalder, Christopher Markins et Steven Simon, www.iiss.org/, 15/01/2001.

nécessaire **de manière unilatérale** " en passant outre au Kremlin "[96]Dans une série de 12 questions posées par la revue *Arms Control Today* aux deux candidats, G.W. Bush a notamment répondu : " Si la Russie refuse les changements que nous proposons, je leur ferai savoir rapidement que les Etats-Unis ne sont plus liés par le Traité ".[97]

S'ils voulaient atteindre à cette sécurité absolue qui semble être leur but, les actuels dirigeants américains savent qu'ils auraient aussi au moins à se prémunir contre des tirs de missiles de croisière et de missiles de faible portée tirés depuis des plates-formes navales en particulier. Selon Michael O'Hanlon, chercheur à la Brookings Institution, la défense contre ce type de menaces nécessiterait tout un réseau d'équipements militaires qui aboutirait à militariser complètement les deux côtes américaines dans leur intégralité ainsi que les Caraïbes, et à surveiller en permanence ces immenses espaces comme si le pays était continuellement en guerre. Cette fuite en avant vers une militarisation forcenée est-elle acceptable pour les Américains eux-mêmes ?[98]

Tout cela est d'autant plus préoccupant que dans le même temps les Américains poursuivent la mise au point de nouvelles armes offensives. Un amendement à la loi d'autorisation de programmes pour la Défense (année 2001) prévoit la fabrication d'un engin de faible puissance mais défini pour une aptitude à la pénétration en profondeur destinée à la destruction des bunkers de commandement enfouis profondément dans le sol et protégés. Il ne s'agit donc pas d'une arme de dissuasion, mais d'une arme conçue pour conduire une guerre nucléaire et la gagner. Selon l'amiral de réserve E.J. Carroll, " on ne peut que regretter qu'il s'agisse là d'un signe évident démontrant que les Etats-Unis sont déterminés à poursuivre indéfiniment dans la voie de la suprématie nucléaire, par le moyen d'une capacité accrue à mener une guerre nucléaire ".[99]

La conjonction d'un bouclier défensif anti-missiles et de nouvelles armes offensives destinées non à la dissuasion mais à gagner dans une guerre nucléaire réelle créerait de toute évidence une situation extrêmement déstabilisante.

L'administration Bush va avoir rapidement des décisions difficiles à prendre. Bruce Clark, spécialiste des affaires de défense pour la revue britannique *The Economist* écrivait récemment : " Le nouveau président devra très rapidement décider si, après la série d'échecs embarrassants que son pays a essuyés l'année dernière, il doit s'obstiner à tester un système terrestre conçu pour défendre les Etats-Unis en cas d'attaque limitée, en arrêtant les missiles hors de l'atmosphère. Il devra trancher sur la pertinence qu'il y aurait à préserver et à renégocier le Traité ABM (…). Quelles que soient ses convictions personnelles, le président sera poussé par les va-t-en-guerre à jeter ce traité aux orties", ce qui pourrait entraîner " une grave crise internationale ". B. Clark prophétise, sans grand risque de se tromper, qu'il faut s'attendre " à entendre grogner l'ours " et que les Etats-Unis " devront être capables de répondre à des questions angoissées " des alliés européens.[100]

Par ailleurs, l'équipe Bush ne semble pas totalement soudée sur cette affaire. Le nouveau président en est conscient, puisqu'évoquant les poids respectifs du vice-président Cheney, de D. Rumsfeld et de C. Powell sur la politique de défense, il a déclaré : " Il y aura des désaccords. J'espère qu'il y en aura parce que je sais qu'ils

---

[96] Agence France Presse, Chicago, 21/09/2000.
[97] *ACT*, septembre 2000.
[98] *The Sunday Times*, 07/01/2001.
[99] Eugene J. Carroll Jr, *Los Angeles Times*, 14/07/2000.
[100] Bruce Clark, Une défense largement offensive, *Le monde en 2001*, janvier 2001.

seront fondés sur des arguments solides ”[101]. D. Rumsfeld est partisan d’un déploiement à marche forcée et promettait encore le 28 décembre dernier que le programme NMD “ recevra la priorité qu’il doit recevoir dans les futurs budgets du Pentagone ”.[102] En revanche, Colin Powell et Condoleezza Rice semblent plutôt se ranger dans le camp des sceptiques, Powell étant même parfois qualifié de “ colombe ” de la nouvelle administration. Devant le National Press Club, le nouveau secrétaire d’Etat a pris ses distances envers la démarche unilatéraliste en estimant qu’il faudrait “ passer beaucoup de temps à discuter ” avec les alliés et à négocier avec Moscou et Pékin avant toute décision.[103]

Dans une conférence prononcée le 12 octobre 2000 devant le *Council on foreign Relations*, Mme Rice, de son côté, expliquait les réactions alliées par le fait qu’ils avaient été mis dans cette affaire devant le fait accompli : “ En réalité, dit-elle, je ne suis pas étonnée que nos alliés aient réagi négativement à la décision d’implanter un site anti-missiles en Alaska, parce que nous ne leur en avons pas parlé auparavant pendant longtemps, et les avons mis en face d’un fait accompli, et le fait accompli n’est jamais ressenti comme quelque chose de protecteur ”. Mme Rice a exprimé lors de cette conférence sa préférence pour un système basé en mer, donc mobile, et qui pourrait détruire des missiles attaquants peu après leur lancement, lorsqu’ils sont encore en phase de combustion, et donc très repérables par les capteurs thermiques des satellites d’observation militaires. Un tel système violerait tout autant le Traité ABM, mais Mme Rice considère qu’il présente des “ caractéristiques très désirables ”, en ce sens que, basé par exemple sur des frégates de la 7ème Flotte, il pourrait être tenu à distance des côtes de la Russie et de la Chine afin que ces deux pays ne puissent pas le considérer comme provocateur.[104]

Ces incertitudes ont conduit certains experts, comme par exemple Robert Kagan, chercheur à la Fondation Carnegie, “ le NMD pourrait bien être la première victime du fracas des élections présidentielles de novembre 2000 ”, les conditions acrobatiques de sa nomination et sa faible légitimité politique poussant G. Bush junior à rechercher des consensus bipartisans sur les sujets de grande importance.[105]

Chez les alliés, on montre toujours aussi peu d’enthousiasme et bien peu d’avocats de la politique américaine, en dehors des cercles les plus atlantistes. William Hague, président du parti conservateur britannique est le seul à avoir apporter son soutien à la politique de Bush. Mais les dirigeants européens continuent à considérer le Traité ABM comme la base de la stabilité stratégique.[106] Certains avaient spéculé sur un “ effet Rumsfeld ”, la détermination et l’obstination du nouveau secrétaire à la Défense créant autour du projet NMD une sorte d’aura d’inéluctabilité, qui convaincrait les Européens qu’il ne sert à rien pour eux de se mettre sur le chemin de la locomotive, selon l’expression employée par l’expert français François Heisbourg.[107]

Pour l’instant, on constate plutôt l’inverse. Les craintes des alliés se sont accrues depuis l’annonce de la “ victoire ” de G. Bush, y compris chez les plus fidèles habituellement. Whitehall est actuellement en émoi. Les ministres de la Défense et des Affaires Etrangères ne croient ni l’un ni l’autre à la faisabilité du NMD. Peter Kilfoyle,

---

[101] Patrice de Beer, Le *Monde* du 02/01/2001.
[102] *ACT*, janvier/février 2001.
[103] Idem.
[104] Condoleezza Rice on governor George W. Bush foreign policy, www.cfr.org/
[105] Robert Kagan, *Washington Post* du 18/12/2000.
[106] Voir note 94.
[107] Robert Kagan, *Washington Post* du 19/01/2001.

ancien ministre de la Défense anglais, a mis en garde Tony Blair contre l'installation d'un radar américain d'alerte avancée à Fylingdales, dans le Yorkshire, en la désignant comme une " dangereuse fantaisie " qui ne ferait que rendre la Grande-Bretagne plus vulnérable à une attaque. Il lui a notamment écrit : " Si les ennemis supposés des Etats-Unis ont le projet de se suicider en les attaquant, pourquoi nous transformer nous-mêmes en première cible ? ".[108] Le Premier ministre est sommé de choisir s'il veut rester " l'ambassadeur de Washington en Europe " ou opter pour une autre voie.[109]

Quant aux dirigeants russes, même s'ils ne prennent pas très au sérieux l'hypothèse d'une guerre avec les Etats-Unis qui a toujours pu être écartée même au plus fort de la guerre froide, lorsqu'ils entendent les déclarations de D. Rumsfeld appelant à une rapide croissance du budget du Pentagone et à un renouvellement de l'arsenal américain, ils sont bien obligés de se demander contre qui est destiné à servir cette énorme accumulation d'armements, et ils ont du mal à croire que tout cela soit seulement " justifié " par l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. [110] Les Russes s'emploient donc actuellement à créer un front anti-NMD. Ainsi Igor Ivanov a-t-il profité de la visite de son homologue chinois à Moscou pour rappeler le 29 février 2000 que la Russie et la Chine étaient toujours engagées dans la construction d'un " partenariat stratégique ", et a rappelé le soutien russe à la revendication chinoise de souveraineté sur Taïwan[111]. Les deux pays sont depuis restés solidaires. Début juillet, lors d'un sommet du " groupe des sept "[112], les présidents Poutine et Jiang Zemin ont réaffirmé leur attachement au Traité ABM, dont la violation selon eux " saperait l'équilibre militaire dans sa globalité ".[113] Fin décembre 2000, les vice-ministres des Affaires Etrangères des deux pays se sont mis au travail pour élaborer un traité qui devrait être signé vers le milieu de 2001. Selon des sources diplomatiques, il comprendrait une déclaration sur le partenariat stratégique sino-russe, et serait manifestement destiné à contrer la prédominance sans partage des Etats-Unis dans les affaires mondiales et à présenter une opposition commune aux projets anti-missiles. Pour Jonathan Pollack, chef du département de recherche stratégique du Collège Naval de Défense américain, " le fait que ces négociations soient rendues publiques à la veille de la prise de fonction du président Bush montre à quel point les deux directions sont hostiles aux plans de la nouvelle administration pour accélérer la défense anti-missiles ".[114]

Les Russes cherchent à rallier à leur point de vue, non sans succès, d'autres Etats traditionnellement très suivistes par rapport à la politique américaine. A propos de la rencontre Poutine-Schroeder de St Petersbourg, inhabituellement cordiale entre dirigeants russes et allemands puisqu'ils étaient accompagnés de leurs familles et ont passé ensemble les fêtes du nouvel an, Z. Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, a cru pouvoir parler d'un véritable " dialogue stratégique " entre les deux pays, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale.[115] Peu de temps auparavant, lors de sa visite officielle au Canada, V. Poutine avait obtenu un communiqué commun publié le 18 décembre 2000 précisant que " le Canada et la Fédération de Russie sont d'accord pour considérer le Traité ABM de 1972 comme la pierre de touche de la stabilité stratégique ", le Premier ministre Jean Chrétien ajoutant

---

[108] Ed Vulliamy et Gaby Hinsliff, *The Observer*, 14/01/2001.
[109] Andrew Rawnsley, *The Observer* du 21/01/2001.
[110] Voir note 107.
[111] Site Internet de *Radio Free Europe* (www.rferl.org), bulletin du 1er mars 2000.
[112] Russie, Chine, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan, Azerbaïdjan, et Ouzbékistan comme observateur.
[113] Sharon La Franière, *Washington Post*, 07/07/2000.
[114] Voir note 108.
[115] Zbigniew Brzezinski, *Washington Post* du 05/01/2001.

lors de la conférence de presse commune que “ notre préoccupation et la préoccupation de tout le monde sont de nous assurer que la stabilité qui existe actuellement ne sera pas minée par les plans mis en avant par les Américains ”.[116]

Enfin, il ne faut pas mésestimer un autre danger. Un effort chinois dans le domaine des armes offensives relancerait également la course aux armements nucléaires dans tout le sous-continent indien. Le 17 janvier2001, l’Inde a testé avec succès le missile Agni-2, engin à combustible solide d’une portée de 2500 km, capable d’atteindre le sud de la Chine et la partie méridionale de la côte. Déjà, l’Inde se prépare à tester probablement dans le courant de cette année l’Agni-3, missile à trois étages dont la portée excédera certainement les 3500 km.[117] Dans ces conditions, il faut s’attendre à ce que le Pakistan, de son côté, expérimente rapidement le Shaheen-2, montré lors de la parade de mars 2000. La Corée du Nord pourrait reprendre son programme de tests interrompu depuis près de trois ans, et la Russie pourrait accélérer les transferts de technologies nucléaires et balistiques à l’Iran, et ne plus se sentir liée par les accords Gore-Tchernomyrdine de 1996 sur la limitation des ventes de matériaux sensibles à ce pays. Quant à la Chine, elle pourra avoir d’ici 5 ans 5 à 6 fois plus de missiles offensifs pour compenser le handicap créé par le système américain. Finalement, tout le monde se lancera dans des programmes de réplique à des menaces réelles ou imaginaires, mais dont l’effet proliférateur ne fait pas de doute.[118]

Vers quoi ira-t-on?

Le problème, c’est le complexe de supériorité de l’élite dirigeante américaine, jointe à une véritable paranoïa qui lui fait voir des ennemis partout. Ses membres ne se sentent rassurés que lorsqu’ils sont absolument certains d’être largement en tête dans tous les domaines de la technologie militaire, dont la défense anti-missiles, *même si l’on sait bien au fond que ça ne marchera pas*. Ils ne peuvent tolérer l’apparition d’un compétiteur, même de faible puissance, dans *aucun* de ces domaines. Ce souci est chez eux obsessionnel[119].

Quelle voie les dirigeants américains choisiront-ils finalement ? Celle qui met à mal tous les traités existants et risque de relancer la course aux armements ? Ou la stratégie coopérative recommandée entre autres par les politologues de la *Brookings Institution*, qui souhaitent pour l’avenir des relations russo-américaines un approfondissement de l’esprit du programme Nunn-Lugar de Réduction Conjointe des Menaces, auquel on consacre annuellement huit fois moins d’argent qu’à la recherche anti-missiles ?

Sans aller aussi loin que Jonathan Pollack, qui prévoit un “ retour au modèle de la guerre froide ”, il est certain que mettre fin au régime du Traité ABM serait très dangereux en ce sens que l’ensemble des armements ne serait plus encadré par des systèmes de contrôle et de limitation et que les anciens systèmes de sécurité seraient démantelés sans que de nouveaux aient vu le jour. Il en résulterait aussi bien des déséquilibres régionaux qu’un déséquilibre global.

La balle est décidément bien dans le camp de Washington.

---

[116] Voir James Brook, *The New York Times*, 19/12/2000.
[117] *The Times of India*, 18/01/2001.
[118] Voir l’interview d’Andreï Kokochine dans *Le Monde* du 03/06/2000.
[119] Michael T. Klare, *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.

Janvier 2001.